

RAPPORT LUXDEV 2016

DÉVELOPPEMENT
LOCAL

PORTRAITS DE RÉUSSITE



Agence luxembourgeoise pour la
Coopération au Développement



SOMMAIRE

04 LE MOT DU PRÉSIDENT &
DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

06 CHIFFRES-CLÉS

08 INTRODUCTION -
DÉVELOPPEMENT LOCAL

11 ZONES D'INTERVENTION

- 14** BUREAU DE DAKAR
 - 26** BUREAU DE OUAGADOUGOU
 - 38** BUREAU DE PRAIA
 - 44** BUREAU DE VIENTIANE
 - 60** BUREAU DE MANAGUA
 - 68** BUREAU DE PRISTINA
 - 74** GESTION DIRECTE
-

82 ACTIVITÉS POUR
BAILLEURS TIERS

84 RÉCAPITULATIF DES
FONDS MIS EN ŒUVRE

86 CRÉDITS

LE MOT DU PRÉSIDENT & DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Depuis la Conférence de Paris en 2005 et dans le sillage des Forums politiques de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui ont suivi, jusqu'à celui de Nairobi en 2016, les métiers de la Coopération au Développement ont connu de profondes mutations. Tous les acteurs œuvrant dans la sphère de la coopération internationale ont peu à peu pris conscience et reconnu que l'efficacité de leur action devait être au centre de leurs préoccupations et que l'impact désiré au niveau du développement global ne pouvait être obtenu sans une évolution et un renforcement de leurs engagements, sans harmonisation de leurs visions et modes opératoires ou encore sans la création et le soutien de partenariats plus inclusifs.

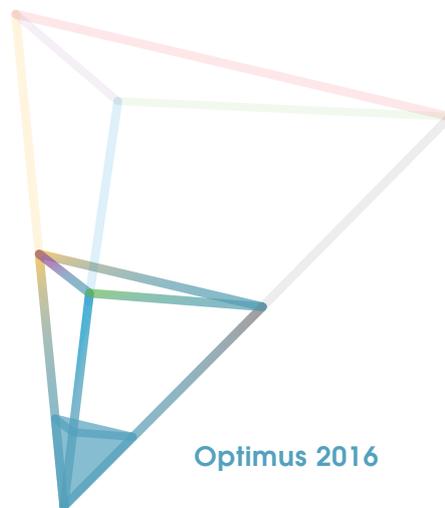
Les défis sont globaux et, pour y répondre, la communauté internationale s'est dotée d'un agenda commun (Agenda 2030 pour le développement durable) qui est focalisé sur l'éradication de la pauvreté, prend en compte les spécificités et capacités de chacun, mais encourage aussi les alliances entre toutes les forces vives de la société.

Ainsi LuxDev, en sa qualité d'agence de coopération de l'État luxembourgeois, doit faire preuve de flexibilité et d'adaptation afin d'apporter des réponses efficaces, dans un environnement multidimensionnel fait d'exigences globales (les grands principes de l'efficacité de l'aide), régionales (le code de conduite européen sur la complémentarité de l'aide et la division du travail) et nationales (les stratégies luxembourgeoises, sectorielles et thématiques; le plan d'action pour l'efficacité de l'aide).

Intégrant ces enjeux, LuxDev a engagé au cours de ces 10 dernières années les transformations organisationnelles nécessaires et l'Agence s'est dotée d'une vision stratégique à moyen terme (actuellement à l'horizon 2020) et de compétences plus spécialisées. Par ailleurs, l'Agence a décentralisé une partie de ses fonctions sur le Terrain et s'appuie déjà largement sur ses Bureaux régionaux et leurs antennes pour formuler et mettre en œuvre les programmes et projets qui lui sont confiés.

Au début de l'année 2016, LuxDev s'est donnée l'ambition de parfaire son évolution pour être en mesure d'atteindre les ambitions affichées dans sa Vision 2020. Basé sur un diagnostic organisationnel et fonctionnel, le plan de réorganisation interne nommé « Optimus » poursuit l'objectif d'améliorer son efficacité opérationnelle par le biais d'une optimisation de l'affectation de ses ressources au Siège et sur le Terrain et par le développement de ses capacités humaines et de ses outils d'accompagnement, de suivi et de contrôle.

Une des mesures clés de cette réorganisation a été de regrouper l'encadrement opérationnel des projets et programmes au sein d'une même direction en y incluant l'ensemble des compétences sectorielles et thématiques disponibles. La nouvelle Direction des Programmes coordonne l'appui et le conseil aux Bureaux régionaux et nationaux pour la formulation et l'exécution des projets et programmes. Elle contribue également à l'apprentissage et à l'amélioration continue, en accord avec les objectifs de développement exprimés dans la Vision de LuxDev. Nous sommes persuadés que ce dispositif permettra à l'Agence de garantir la cohérence des interventions, l'évolution et le respect de la norme et la maîtrise des critères quantitatifs et qualitatifs fixés en accord avec les mandants.



Optimus 2016



D'autres fonctions, en particulier l'évaluation, la gestion des connaissances et le système d'assurance de la qualité, ont été repositionnées auprès de la Direction générale, permettant aux collaborateurs impliqués davantage de recul par rapport aux tâches opérationnelles.

Le deuxième axe du plan Optimus vise une décentralisation accrue de nos structures et services vers le Terrain et une responsabilisation accrue de nos représentations locales. La répartition des rôles et fonctions entre le Siège et le Terrain a été revue en profondeur et a notamment permis d'identifier les options de transfert de responsabilité et d'appréhender leur faisabilité. Par ailleurs, des propositions ont été faites dans le but de modéliser un dispositif terrain, à la fois le plus harmonisé possible, mais qui tienne compte des spécificités du programme, des réalités locales et des moyens disponibles. Un diagnostic de chaque bureau viendra compléter l'analyse afin d'opérationnaliser les réformes dans les meilleurs délais, en s'assurant également que les besoins en formation et accompagnement soient dûment pris en compte.

Davantage de décentralisation méritait aussi l'attention de nos services en charge du contrôle interne. Un nouveau département est chargé de coordonner les processus d'audit et de contrôle interne ex-post qui reste une responsabilité importante du Siège de l'Agence. Ce département s'appuiera sur l'ensemble des compétences du Siège en matière technique, administrative et financière.

Dans l'esprit du processus de décentralisation interne en cours, nous avons choisi de mettre l'accent sur le Développement local dans le Rapport LuxDev 2016. Puisse le processus et les réflexions en cours au sein de l'Agence servir d'inspiration à nos équipes sur le Terrain pour appuyer et accompagner efficacement nos partenaires dans les efforts de décentralisation et de déconcentration des administrations et services en charge de leurs politiques économiques, environnementales et sociales.

Pour conclure, LuxDev doit rester vigilante à son environnement et à celui de ses partenaires, aux acteurs et aux bonnes pratiques du secteur, dans le but d'apporter une réponse adéquate aux besoins existants et à ceux qui émergent. Dans cette logique, nous cherchons continuellement à être préparés en nous dotant des connaissances, ressources et capacités nécessaires afin d'anticiper, de comprendre et de s'adapter aux changements à venir – que ce soit au niveau politique ou technique, au Siège ou sur le Terrain.

Finalement, nous tenons à remercier tout particulièrement Jeannot Waringo qui pendant 12 ans, de 2004 à 2016, a assumé la fonction de Président du Conseil d'Administration. Son expérience et sa compétence professionnelle ont largement contribué au développement de notre Agence, une agence de Coopération au Développement dont le volume d'affaires au cours de ces 12 années a pratiquement doublé et qui est désormais un acteur du développement reconnu au niveau national aussi bien qu'au niveau international.

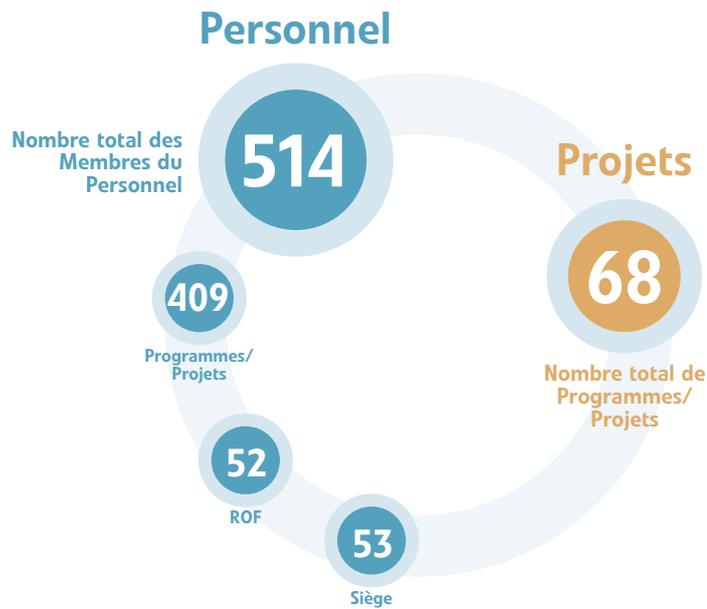


Étienne REUTER
Président du Conseil
d'Administration



Gaston SCHWARTZ
Directeur général

CHIFFRES-CLÉS



6 Bureaux régionaux

Dakar

Sénégal
Mali

Managua

Nicaragua
El Salvador

Ouagadougou

Burkina Faso
Niger

Praia

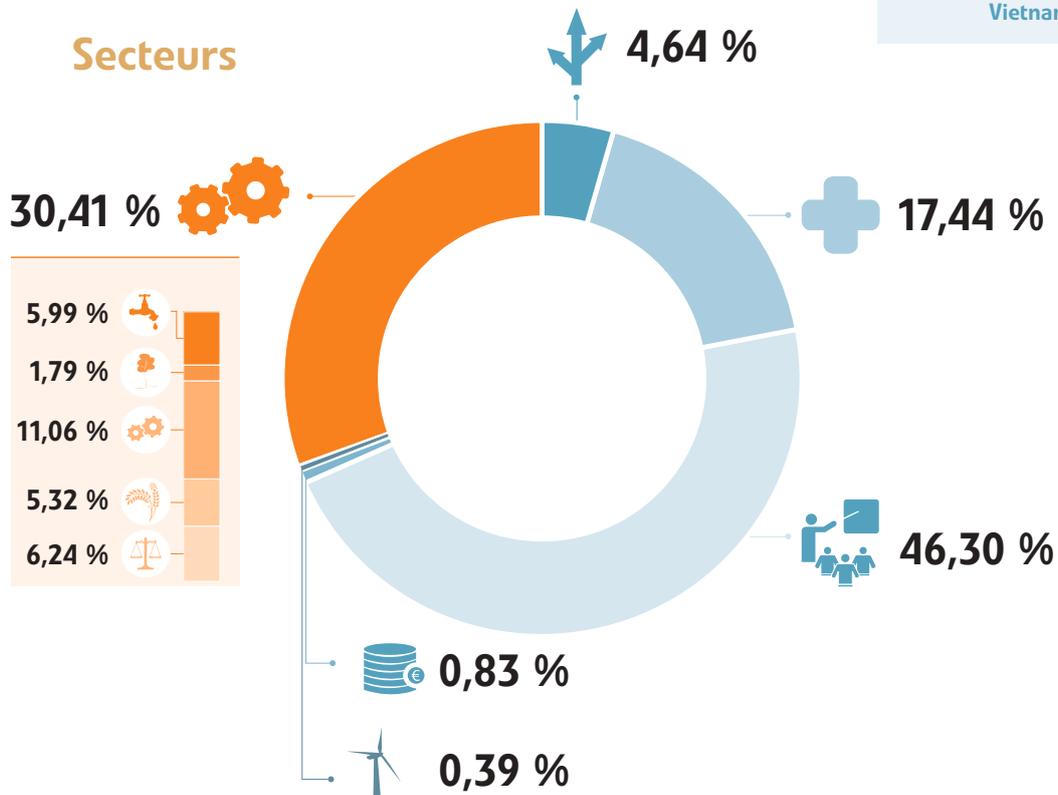
Cabo Verde

Pristina

Kosovo

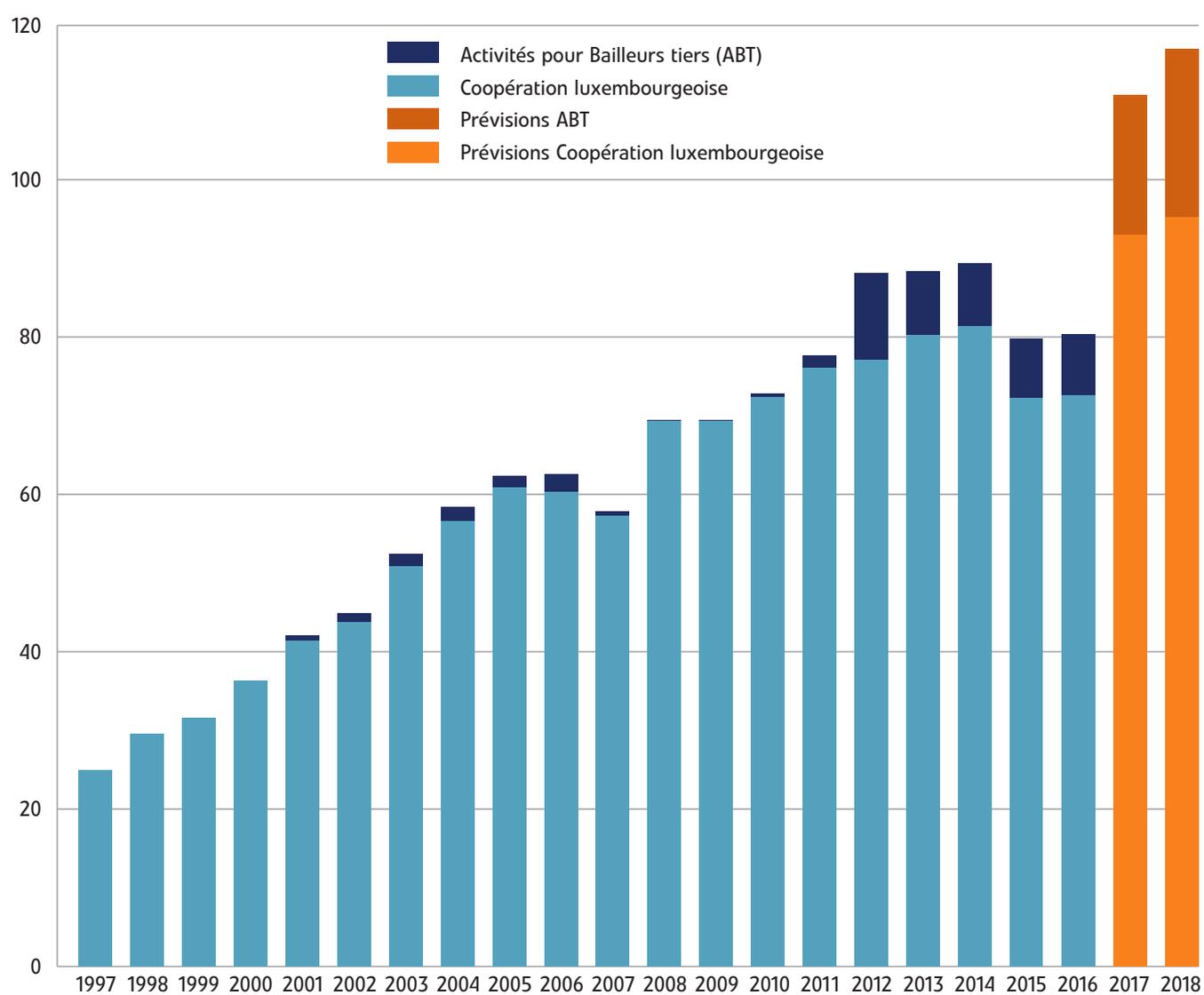
Vientiane

Laos
Myanmar
Vietnam



Déboursements

Millions EUR



INTRODUCTION

DÉVELOPPEMENT LOCAL

Le Développement local est l'un des secteurs prioritaires identifié par la Coopération luxembourgeoise au Développement et représente plus de 30 % des actions mises en œuvre par l'Agence. Comme indiqué dans le Rapport LuxDev de cette année, une certaine forme de développement local est réalisée dans chaque région où LuxDev intervient.

Au fil des ans, LuxDev a acquis une forte réputation dans le domaine de la Coopération au Développement, due en grande partie à ses succès avérés. C'est aussi pour cette raison que, dans plus de la moitié de ses pays partenaires, LuxDev a obtenu des contrats et des financements pour mettre en œuvre des projets de Développement local pour le compte d'autres bailleurs de fonds, en particulier la Commission européenne, le Danemark et la Suisse. Ces Activités pour Bailleurs tiers (ABT) sont principalement concentrées en Afrique de l'Ouest.

Étant donné les impacts évidents que LuxDev a enregistrés dans ce secteur, le Rapport LuxDev 2016 présente une sélection de portraits de réussite auxquels nous avons assisté sur le Terrain. Cependant, avant d'aborder ces portraits de réussite, regardons de plus près ce qu'est le développement local et ce qu'il cherche à accomplir.

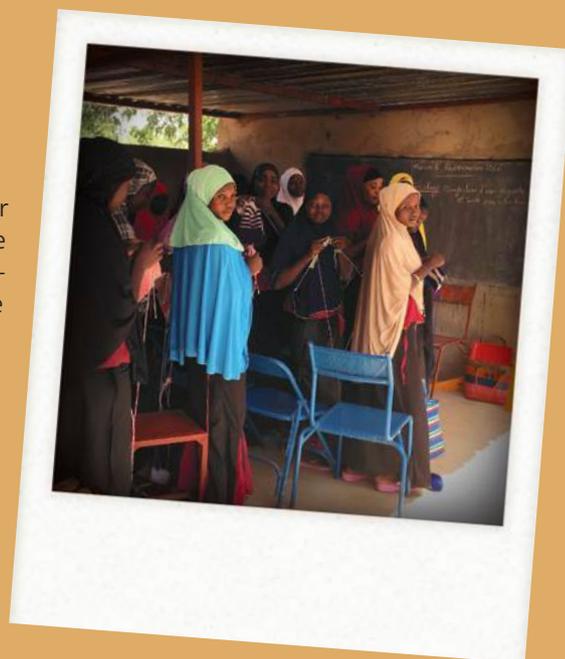
QU'EST-CE QUE LE DÉVELOPPEMENT LOCAL ?

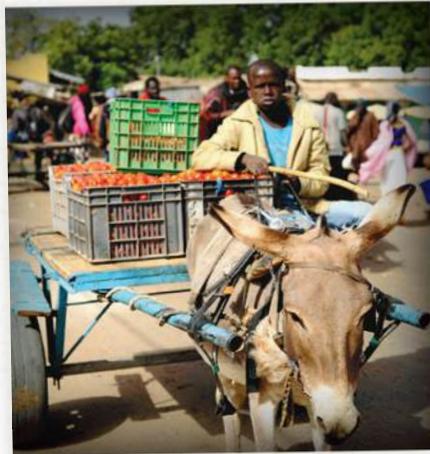
Avant tout, le Développement local concerne la proximité. À travers la décentralisation institutionnelle et la déconcentration des prestations de services, il cherche à être proche des citoyens qu'il vise à servir. Puisque le Développement local concerne l'espace et le lieu, les activités réelles peuvent varier considérablement d'un domaine à l'autre et peuvent intégrer tous les secteurs. Ces activités peuvent inclure l'installation de toilettes dans de petits villages du Cabo Verde, la sensibilisation aux problèmes environnementaux au Laos ou le développement des capacités de gouvernance municipale au Mali.

L'objectif sous-jacent est plutôt l'identification des besoins dans des zones particulièrement pauvres ou socio-économiquement marginalisées, afin de consolider le développement et de lutter contre les inégalités dans les territoires bigarrés de nos pays partenaires. Contrairement à d'autres approches de coopération au développement, qui, parfois, sont plutôt concentrées au niveau national et se limitent aux transferts financiers ou aux réformes administratives, le Développement local s'adresse directement aux bénéficiaires potentiels dans leurs communautés.

En ciblant des régions géographiques spécifiques et en travaillant directement avec les communautés et les partenaires sur le Terrain, le Développement local peut avoir une incidence profonde sur le tissu social et économique au niveau du village, de la municipalité ou du district. L'approche ascendante signifie que les fonds de développement peuvent être mis en œuvre de la manière la plus adaptée au contexte local et orientés vers les objectifs et les priorités fixés par les populations locales en concertation avec les personnels du programme/projet.

Cependant, la dispersion géographique de ces interventions locales ne doit pas être considérée comme une multitude d'actions singulières ou non coordonnées. Elles se combinent plutôt pour former un ensemble cohérent à travers des cadres qui assurent la coordination, la coopération et la cohérence entre elles. En s'attaquant aux défis à la racine, le Développement local permet à l'aide internationale de devenir plus efficace et de répondre plus directement aux défis de ceux qui en ont le plus besoin.





QU'EST-CE QUE LE DÉVELOPPEMENT LOCAL CHERCHE À ATTEINDRE ?

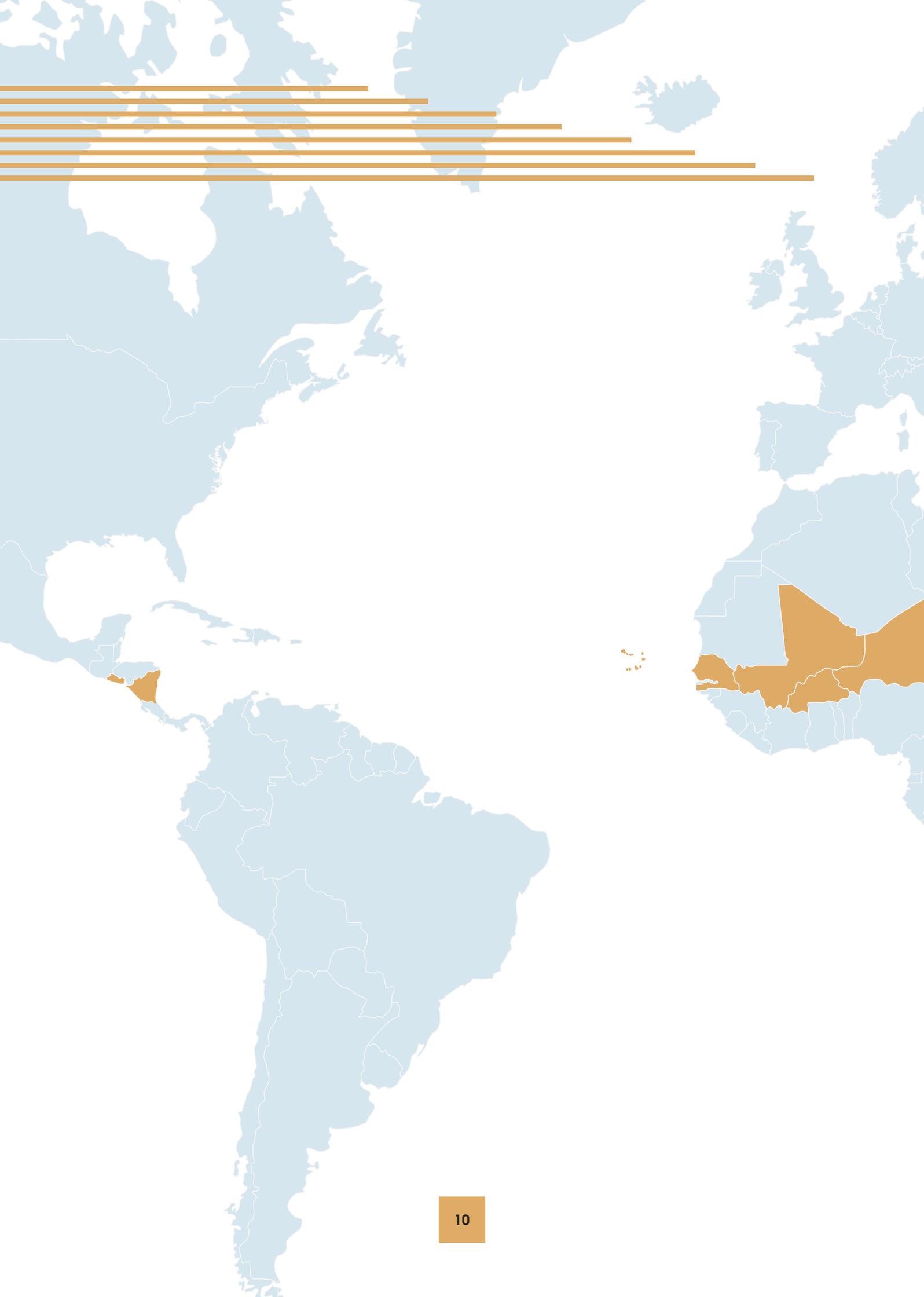
De manière générale, le Développement local vise à atténuer les défis économiques, sociaux et environnementaux auxquels les communautés locales sont confrontées ou ceux qui se limitent à certains contextes géographiques. Cependant, la plupart des défis ayant pour origine le comportement humain, l'une des dimensions les plus importantes, voire une condition préalable au Développement local est la Gouvernance adéquate et le Renforcement des Capacités. Par conséquent, dans le contexte du Développement local, les programmes et les projets de LuxDev visent à aider les partenaires locaux à établir une gouvernance plus efficace au niveau local, par exemple par le biais des comités de village, des groupes d'intérêt (p. ex. les organisations d'agriculteurs) ou des conseils municipaux, auxquels participent les membres et les représentants de la communauté et dont les structures sont à leur tour responsables devant les populations qu'elles servent.

Une fois que les structures de gouvernance appropriées sont sur la bonne voie, il est alors possible pour les contreparties locales de commencer à déterminer quels sont les moyens les plus adéquats pour relever les défis socio-économiques et environnementaux auxquels elles sont confrontées. À cette fin, les programmes et les projets de Développement local de LuxDev interviennent dans divers domaines afin de s'attaquer aux problèmes identifiés comme prioritaires dans le cadre des interventions locales, à savoir :

- Agriculture et Sécurité alimentaire ;
- Eau, Hygiène et Assainissement ;
- Éducation ;
- Décentralisation et Gouvernance locale ;
- Gestion des Ressources naturelles ;
- Genre ;
- Santé ;
- Environnement et Changement climatique.

Par conséquent, afin d'être efficaces, les agences de développement doivent disposer d'une trousse d'outils diversifiés et d'un large éventail d'expertise et de capacités qui permettent d'adapter les actions aux réalités locales du terrain. Les récits qui suivent illustrent la diversité et la nature spécifique du contexte inhérent au développement local en démontrant les impacts et les résultats positifs des actions mises en œuvre par l'Agence.





ZONES D'INTERVENTION



INFORMATION GÉNÉRALE

Secteurs



Développement local

Sous-secteurs
Développement local



Agriculture et Sécurité alimentaire



Décentralisation et Gouvernance locale



Eau et Assainissement



Gestion des Ressources naturelles



Divers



Éducation - Formation et Insertion professionnelles



Énergies renouvelables



Microfinance et Secteurs financiers inclusifs



Santé

Thèmes transversaux



Environnement et Changement climatique



Genre



Gouvernance et Développement des Capacités

Légendes des pictos



Indice de
Développement
humain



Taux
d'Alphabétisation



Population



Superficie



Espérance
de Vie à la
Naissance



Taux
d'Accroissement de la
Population



Émission de CO₂
(tonnes métriques/habitant)

MALI

175/188



33 %



17,59

1 240 190 km²

59



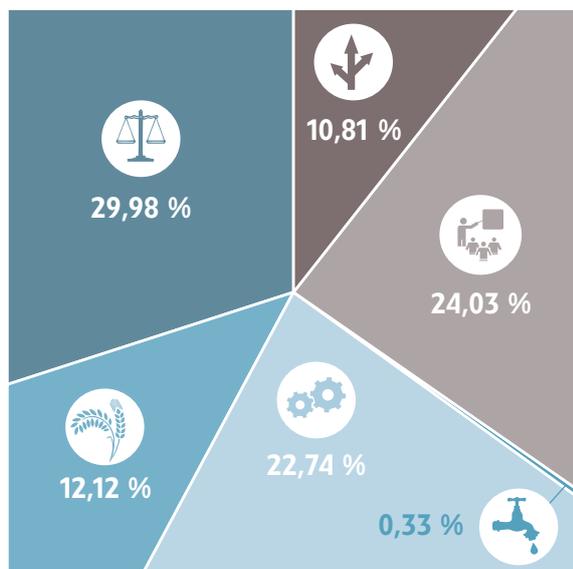
3 %



0,1



Distribution des déboursements 2016 par secteur



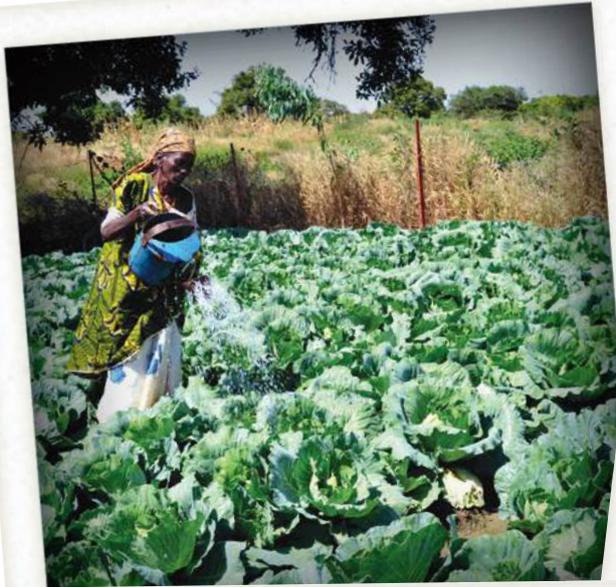
Le troisième Programme indicatif de Coopération (PICIII) couvrant la période 2016-2019 a été signé le 26 novembre 2015 entre le Mali et le Luxembourg. Son champ d'activité couvre les secteurs du Développement rural et de la Sécurité alimentaire, de la Formation et de l'Insertion professionnelle, ainsi que de la Décentralisation et la bonne Gouvernance. L'objectif du PIC III est d'appuyer le Gouvernement malien dans ses efforts visant à réduire la pauvreté, à travers un appui à la croissance inclusive et durable et à la réduction de l'insécurité alimentaire.

L'année 2016 a été principalement marquée par le lancement de trois programmes bilatéraux du PICIII mis en œuvre par LuxDev, lancés à l'occasion de la Commission de Partenariat Mali-Luxembourg en mai 2016. En cette année préparatoire et de lancement, l'accent a été mis sur la mise en place des préalables nécessaires aux activités à mettre en œuvre pour l'atteinte des objectifs des trois programmes, notamment la mise en place des équipes opérationnelles, le lancement d'une série d'études de référence et d'état

des lieux, ainsi que l'identification des partenaires locaux pour la mise en œuvre des activités. Par ailleurs, une dizaine de Conventions de Financement de Mise en Œuvre (CDFMO) sur toute la durée du PIC III avec une grande variété de partenaires nationaux ont pu être conclues fin 2016, mettant ainsi les partenaires au centre de la mise en œuvre des programmes et permettant un renforcement des capacités et une responsabilisation des partenaires, ainsi qu'une pérennité institutionnelle et des résultats visés optimum.

Pour l'année 2017, les principaux enjeux pour les programmes bilatéraux seront l'accompagnement et le suivi de la mise en œuvre des CDFMOs avec les partenaires concernés, la finalisation des études en cours, ainsi que la capitalisation des résultats des études pour la mise en œuvre des activités. Concernant le secteur du Développement rural, les défis majeurs seront la mise en place d'un dispositif de conseil agricole, l'accompagnement des interprofessions des trois filières ainsi que le démarrage des travaux des aménagements hydroagricoles. Pour le secteur de la Formation et Insertion professionnelle, la mise en œuvre des activités liées aux formations initiales et continues ou l'apprentissage des jeunes ruraux, à l'obtention de crédits et, à l'opérationnalisation des centres de formations existants devraient permettre une évolution significative des différents indicateurs du programme d'ici la fin 2017. Enfin, concernant le secteur de la Décentralisation et de la bonne Gouvernance, l'organisation d'élections communales fin 2016 a permis de fixer pour cinq ans le collège des élus municipaux fixant ainsi un cadre propice pour la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités des élus, de planification et d'investissement communale, ainsi que pour la participation des populations à l'action publique et la mise en place d'un contrôle citoyen.

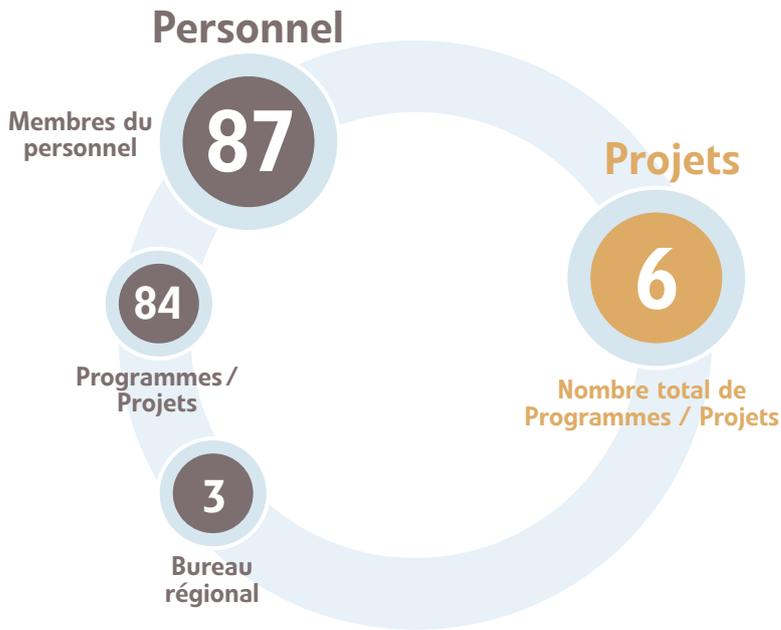
Concernant les programmes et projets mis en œuvre par LuxDev Mali pour des bailleurs tiers, deux nou-



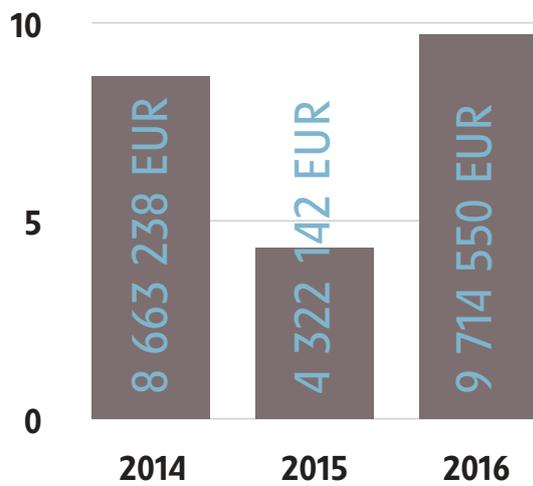
veaux projets ont été signés courant 2016. Il s'agit du projet MLI/501 - Programme d'Appui aux Filières agropastorales de Sikasso - financé par la Coopération suisse à hauteur de 15 millions CHF qui, après une phase de démarrage de six mois ayant permis de clarifier le cadre et les modalités de mise en œuvre du projet, vient d'entrer depuis le 1^{er} juillet 2016 dans une phase d'exécution de trois ans. D'autre part, depuis mi-septembre 2016, le projet MLI/803 - Relance de l'Économie locale et Appui aux Collectivités - Phase II (RELAC II), financé dans le cadre du Trust Fund UE/Sahel en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et des

personnes déplacées en Afrique, est entré dans sa phase d'exécution. Doté d'une enveloppe de 10 millions EUR pour une durée de trois ans, le projet a pour ambition de poursuivre la stabilisation de zones post-conflit ciblées en accompagnant la relance de l'économie locale et l'amélioration des services rendus par les collectivités. Il s'inscrit dans la continuité et le renforcement/extension du projet MLI/802 - RELAC I, qui a démarré début 2016 au Nord du Mali pour une période de 18 mois, sur un financement de cinq millions EUR de l'Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix de l'Union européenne.

MALI



Personnel & Programmes / Projets



Déboursements



DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



MLI/021	2016 - 2019	Budget total: 14 000 000 Déboursé 2016: 1 154 345	Fonds de la Coopération au Développement
---------	-------------	--	--

FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLE



MLI/022	2016 - 2019	Budget total: 9 000 000 Déboursé 2016: 2 309 109	Fonds de la Coopération au Développement
---------	-------------	---	--

DÉCENTRALISATION ET BONNE GOUVERNANCE



MLI/023	2016 - 2019	Budget total: 9 638 500 Déboursé 2016: 2 918 601	Fonds de la Coopération au Développement
---------	-------------	---	--

APPUI AUX FILIÈRES AGROPASTORALES - SIKASSO



MLI/501	2016 - 2019	Budget total: 5 610 548 Déboursé 2016: 1 050 310	Coopération suisse
---------	-------------	---	--------------------

RELANCE DE L'ÉCONOMIE LOCALE ET APPUI AUX COLLECTIVITÉS (RELAC)



MLI/802	2015 - 2017	Budget total: 5 000 000 Déboursé 2016: 2 068 366	Commission européenne
---------	-------------	---	-----------------------

RELAC II



MLI/803	2016 - 2019	Budget total: 10 000 000 Déboursé 2016: 104 193	Commission européenne
---------	-------------	--	-----------------------

MALI

Relance de l'Économie locale & Appui aux Collectivités (RELAC)



Le projet intervient dans 12 communes des régions de Gao et Tombouctou avec l'objectif de «poursuivre la stabilisation de zones post-conflit ciblées en accompagnant la relance de l'économie locale et l'amélioration des services rendus par les collectivités».

Pour contribuer à cet objectif, le projet distingue deux types d'activité spécifiques :

- des projets économiques contribuant à la relance du tissu économique local et des filets sociaux ciblant les ménages les plus vulnérables ;
- un appui matériel (équipement ou réparations de bâtiments) et un accompagnement des autorités locales dans l'exercice de leurs missions.

L'activité des filets sociaux consiste en un appui financier direct aux ménages les plus vulnérables, en vue d'assurer leur sécurité alimentaire immédiate et leur protection socio-économique à court-terme.

Dans ce cadre, un transfert monétaire d'un montant total de 120 000 FCFA (183 EUR) a été octroyé à 3 839 ménages considérés «très pauvres» en trois versements : deux de 45 000 FCFA et un de 30 000 FCFA, aux périodes critiques liées aux activités économiques principales de la zone : l'Agriculture et l'Élevage. L'enveloppe destinée à chaque ménage leur permettra d'accroître leurs capacités de résilience.

Soulamata Younoussa, une des bénéficiaires de la commune de Ouatagouna, remercie l'appui : «Cet argent a été très utile pour moi ; c'est venu à un moment où nous avons faim, nous sommes fatiguées, malheureuses. J'ai payé de la nourriture, du grain, des habits ; que Dieu vous paie».

À son tour, Issa Mahamadou explique que «l'année dernière les récoltes étaient mauvaises. Avec cet argent, j'ai payé mes semences, le loyer de la charrue de labour et trois brebis qui restent chez moi».

Le projet est financé par l'Union européenne à travers son Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix au Mali.

!! Cet argent a été très utile pour moi ; c'est venu à un moment où nous avons faim, nous sommes fatiguées, malheureuses. J'ai payé de la nourriture, du grain, des habits ; que Dieu vous paie. !!

*Soulamata Younoussa
Municipalité de Ouatagouna*



SÉNÉGAL

162/188



56 %



15,13

196 722 km²

67



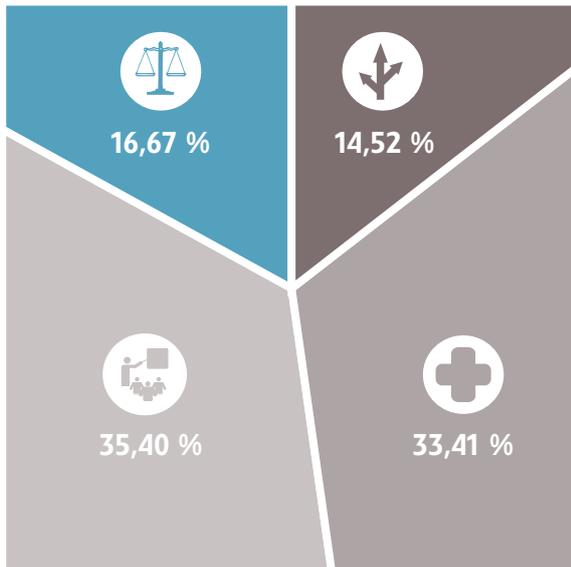
3 %



0,6



Distribution des déboursements 2016 par secteur



La Coopération luxembourgeoise est présente au Sénégal depuis 1987 et a véritablement commencé à se développer en 1993 lorsque le Gouvernement luxembourgeois a décidé d'intégrer le Sénégal dans sa liste de 10 pays cibles. En 2002, la coopération entre les deux pays s'est intensifiée grâce à l'adoption du 1^{er} Programme indicatif de Coopération (PIC) pour la période 2002-2006. Un 2^e PIC a été signé en janvier 2007 pour la période 2007-2011. Le 3^e PIC a été signé en novembre 2011 et couvre la période 2012-2016. Celle-ci a été prolongée jusqu'à la fin de l'année 2017.

La présence de LuxDev au Sénégal et dans le secteur de la Formation professionnelle s'est également renforcée avec la signature en août 2016 d'une convention de délégation de fonds d'un montant de 19 millions EUR avec l'Union européenne (UE) pour la mise en œuvre du Projet «Élargir l'Accès équitable à la Formation professionnelle» dans les régions de Kédougou, Kolda, Sédhiou, Tambacounda et Ziguinchor. Ce nouveau projet de quatre ans, démarré le 1^{er} septembre 2016 constitue une

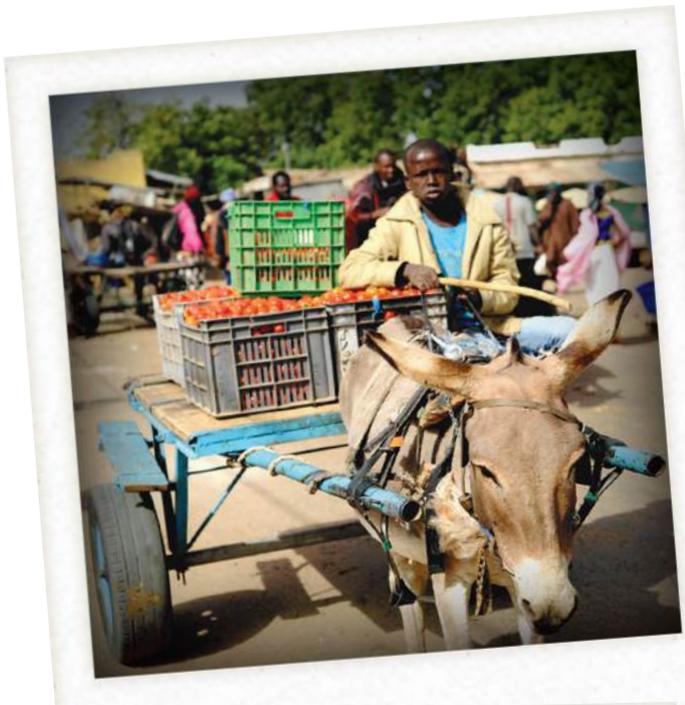
composante du Programme « Développer l'Emploi au Sénégal » financé par le fonds fiduciaire d'urgence de l'UE en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et des personnes déplacées en Afrique.

Le PIC III cible prioritairement les secteurs de la Santé de Base, de la Formation professionnelle et technique et de l'Insertion, du Développement territorial, de la Décentralisation et de la bonne Gouvernance. À ceci s'ajoute le Programme d'Appui à l'Exécution nationale (PAEX) qui comprend un volet d'appui à la mise en place de modalités d'exécution plus alignées sur les dispositifs nationaux et un volet de renforcement institutionnel du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement.

Le PIC III a pour objectif principal de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable au Sénégal et ce, à travers un alignement accru, notamment par le recours à la modalité d'exécution nationale. Cette stratégie d'intervention est basée sur la reconnaissance et la valorisation des capacités existantes au niveau des ministères partenaires, de leurs services déconcentrés, des collectivités locales et des autres institutions et organisations nationales partenaires.

En 2016, le Programme de Coopération Sénégal-Luxembourg est entré dans sa troisième année d'exécution. Comme cela a été retenu d'un commun accord, l'année 2016 a marqué le passage à l'exécution nationale intégrale. Celle-ci doit se traduire à la fois par un recours quasi-exclusif à la modalité d'exécution nationale (aide budgétisée), ainsi qu'à la maîtrise de l'ensemble des processus du programme par les acteurs nationaux. En cela, l'année 2016 s'est révélée être une année décisive.

Pour accompagner au mieux les acteurs nationaux, les deux gouvernements ont décidé d'augmenter les ressources mises à la disposition du PAEX. Une enveloppe supplémentaire de 1,5 millions EUR a ainsi



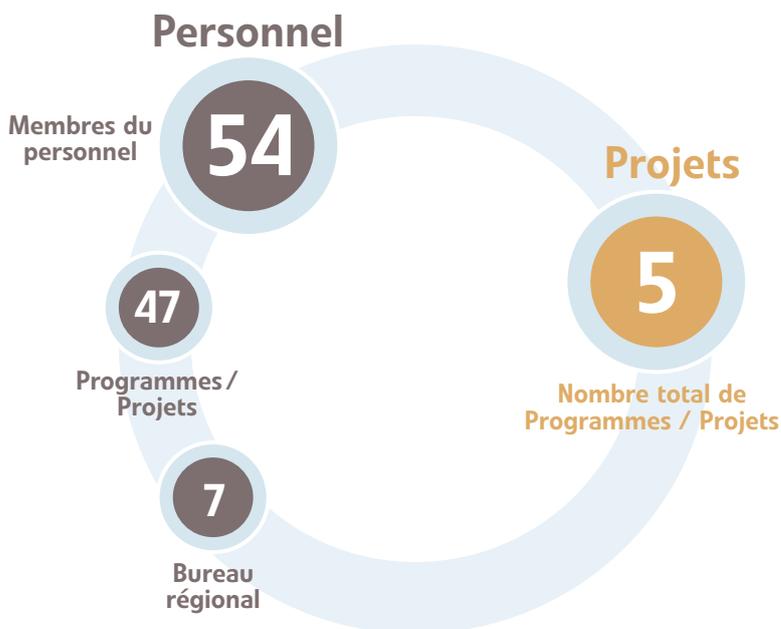
été mise à disposition. Afin de bien orienter ces ressources, des actions prioritaires ont été définies et ont été mises en œuvre dès le début de l'année 2016. Celles-ci renvoient essentiellement au processus «Gestion des Finances publiques» et «Passation de Marchés».

Afin de faciliter la mise en œuvre du programme par les acteurs nationaux, un guide présentant la modalité d'aide budgétisée a été élaboré et lancé lors de la Commission de Partenariat en novembre

2016 et sera diffusé à partir de janvier 2017. Ce guide contribuera à la capitalisation de la modalité et à sa valorisation auprès des autres PTF. La modalité d'aide budgétisée a également été présentée lors de la seconde réunion du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, tenue à Nairobi fin novembre 2016.

Au cours de l'année 2016, l'évaluation à mi-parcours et la première mission de contrôle externe de la Cour des Comptes ont également pu être conduites. Elles viennent en complément des exercices d'auto-évaluation et des contrôles réalisés depuis le début du programme, par l'Inspection générale des Finances et l'Autorité de Régulation des Marchés publics. Les conclusions et recommandations issues de ces différents exercices constituent le socle de la feuille de route élaborée en vue de la clôture du programme à fin 2017. En effet, les défis restent nombreux pour la dernière année du programme. Ils concernent plus spécifiquement le renforcement et la capitalisation de la modalité d'aide budgétisée, le renforcement de capacités (suivi-évaluation et institutionnalisation) et la prise en compte de l'environnement.

SÉNÉGAL



Personnel & Programmes / Projets



Déboursements



PROGRAMME DE SANTÉ DE BASE II



SEN/027

2013 - 2017

Budget total: 14 126 000
Déboursé 2016: 3 850 793

Fonds de la Coopération
au Développement

FORMATION PROFESSIONNELLE ET INSERTION



SEN/028

2013 - 2017

Budget total: 21 050 062
Déboursé 2016: 3 891 963

Fonds de la Coopération
au Développement

DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL, DÉCENTRALISATION ET BONNE GOUVERNANCE LOCALE



SEN/029

2013 - 2017

Budget total: 8 430 095
Déboursé 2016: 1 921 452

Fonds de la Coopération
au Développement

APPUI À L'EXÉCUTION NATIONALE



SEN/030

2013 - 2017

Budget total: 8 139 000
Déboursé 2016: 1 673 241

Fonds de la Coopération
au Développement

DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI AU SÉNÉGAL



SEN/801

2016 - 2020

Budget total: 19 000 000
Déboursé 2016: 189 669

Commission européenne

SÉNÉGAL

La région Nord étrenne son SAMU pour mieux gérer les urgences

1515, c'est le numéro vert que les patients, personnel de santé et populations des vastes régions de Matam, Saint-Louis et Louga composent depuis juillet 2016 pour bénéficier des services du SAMU national – Antenne délocalisée du Nord.

Dr Ibrahima Bâ, médecin urgentiste au SAMU de Saint-Louis assure la permanence avec quatre autres collègues infirmiers d'État et ambulanciers pour répondre aux sollicitations et appels de toute la zone « Nous faisons la régulation médicale, les évacuations sanitaires, les interventions des consultations SOS à domicile, les urgences médicales dans les accidents sur la voie publique. Nous faisons aussi des formations en secourisme et une couverture médicale dans les événements à grand rassemblement de personnes. C'est l'esprit du SAMU ».

Mais la spécificité de la zone c'est la vaste étendue géographique et d'énormes difficultés dans le transfert des malades d'où un taux élevé de mortalité maternelle et infantile. Le SAMU de Saint-Louis couvre trois régions qui constituent le tiers de la superficie du Sénégal. Dieynaba SY est infirmière d'État et PARME ou Personnel d'Aide à la Régulation médicale. Elle reçoit des appels du personnel de santé et des populations. Pour elle, l'une des premières utilités du SAMU réside dans la recherche de place pour les patients : « un patient peut quitter Tambacounda pour être évacué à Dakar, il fait le tour des hôpitaux sans trouver de place ou difficilement. Avec le SAMU, la recherche de place se fait avant le départ du patient. On est sûr que lorsqu'il quitte une zone donnée, à son arrivée, il y a un médecin ou une équipe médicale qui l'attend, donc la prise en charge se fait plus rapidement et cela met le patient en confiance ».

Pour Dr Bâ, Le Programme Sénégal-Luxembourg accompagne le Ministère de la Santé et de l'Action

“ Cette expérience est déjà un bon début et ouvre de grandes perspectives pour de nouvelles antennes délocalisées dans d'autres régions du Sénégal. ”

*Dr. Ibrahima Bâ
Médecin urgentiste
SAMU de Saint-Louis*



sociale, et plus particulièrement le SAMU national depuis le début notamment dans la mise en œuvre de la réforme des Services d'Accueil des Urgences dans les hôpitaux de Ndioum, Ourossogui et Saint-Louis. «La réhabilitation des structures d'urgences, l'installation et l'équipement de l'antenne Nord du SAMU ont été appuyés par le programme». Dans ce cadre le SAMU est un interlocuteur privilégié du Programme puisqu'il a un rôle de superviseur de tous ces processus.

Un des effets palpables de la présence du SAMU au Nord depuis six mois selon Dr Bâ: «c'est l'adoption rapide de l'outil par les acteurs de santé eux-mêmes qui sollicitent régulièrement l'antenne pour des évacuations ou du conseil dans la prise en charge des patients. Les populations, quant à elles, adhèrent plus timidement. C'est pourquoi une campagne d'information a été réalisée dans ce sens, nous avons reçu près de 200 000 appels en six mois, c'est un bon départ. Nous avons aussi des atouts, c'est la qualité et la rapidité des interventions et surtout le faible coût des consultations à domicile».

La mise en place et la pleine fonctionnalité de l'antenne délocalisée du SAMU de Saint-Louis appelle une plus grande sensibilisation des acteurs et des

populations aux missions du SAMU mais surtout un renforcement du personnel. De l'avis de Dr Bâ, «cette expérience est déjà un bon début et ouvre de grandes perspectives pour de nouvelles antennes délocalisées dans d'autres régions du Sénégal».

Le Centre de Réception et de Régulation des Appels (CRRA) permet la réception et le traitement de tous les appels grâce à un numéro gratuit, unique pour tout le Sénégal: 1515.

Entre juillet et décembre 2016, 189 457 appels ont été enregistrés par le CRRA de Saint-Louis. Après réception et traitement des appels, l'envoi d'une ambulance est le plus souvent nécessaire pour une intervention la plus adaptée possible. Ce vecteur pouvant être un Service médical d'Urgence et de Réanimation (SMUR) du SAMU national, un véhicule de secours de la Brigade nationale des Sapeurs-Pompiers, une ambulance de district ou privée.

En six mois de présence dans le Nord, 153 régulations ont été notées dont 146 ayant motivé un départ des SMUR. 87% des sorties ont été exécutées par les SMUR de Saint-Louis avec des interventions dans les régions de Louga et de Matam. Il faut noter que les traumatismes liés aux accidents de la voie publique représentent 19,42%.

BURKINA FASO

185/188



38 %



18,11

274 200 km²

59



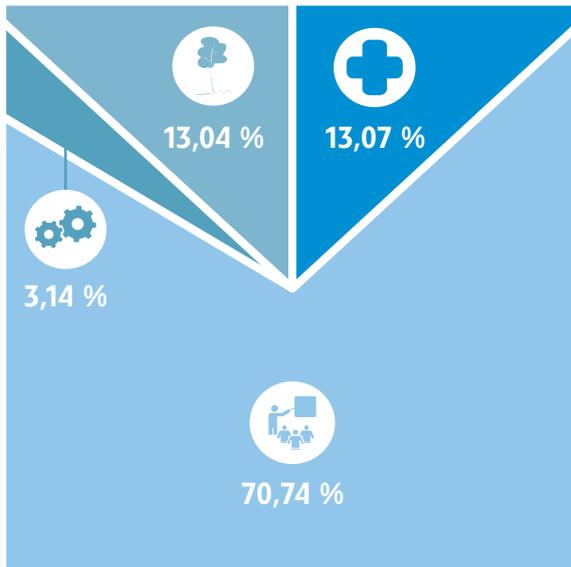
2,9 %



0,2



Distribution des déboursements 2016 par secteur



La Coopération entre le Burkina Faso et le Luxembourg se trouve actuellement à cheval entre deux Programmes indicatifs de Coopération (PIC) ; le PIC II, officiellement terminé fin 2016 mais dont certaines actions continueront au-delà de cette échéance, et le PIC III, identifié et signé en 2016, dont les actions seront formulées en 2017 pour un démarrage en fin d'année.

Les secteurs d'intervention du PIC II, démarré en 2008, sont l'Éducation et la Formation technique et professionnelle, la Santé, mais aussi la Gestion des Ressources naturelles, l'Élevage, le Développement local, et les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

Les projets BKF/017 sur l'élevage de l'Azawak et la récupération de terres dégradées et le BKF/020 sur la transfusion sanguine sont en clôture.

En ce qui concerne les appuis en modalité « projet » du PIC II, les derniers sont en clôture. Il s'agit notamment du projet BKF/017 sur l'élevage de l'Azawak et

la récupération de terres dégradées et du BKF/020 sur la transfusion sanguine.

En 2016, les actions du projet BKF/017 étaient focalisées sur la sécurisation des terres récupérées et la validation du projet carbone. Les résultats dépassent largement les attentes avec une superficie récupérée de 8 500 ha, soit un taux de 141 % par rapport à l'objectif de fin de projet de 6 000 ha. Sur le terrain on constate une productivité améliorée des écosystèmes et une augmentation significative de la biomasse herbacée, comme le confirme le témoignage d'un habitant de Bosseye Etage (Gorom-Gorom) : « Le bétail mange maintenant à sa faim, et on peut en tirer beaucoup plus d'argent, ce qui nous permet de nous soigner et de nous nourrir. »

L'évaluation finale du projet BKF/020 a souligné les résultats positifs en termes de pertinence, d'efficacité, d'efficience et de durabilité, non seulement du projet, mais de l'appui constant de la Coopération luxembourgeoise au secteur de la transfusion sanguine depuis 2000. Un important rendez-vous a été l'inauguration en février du nouveau Centre régional de Transfusion sanguine de Ouagadougou en présence du Ministre de la Coopération luxembourgeoise.

Les programmes en exécution nationale, BKF/018 sur l'Appui à la Formation professionnelle et BKF/019 sur l'Appui au Secteur forestier, ont davantage souffert d'une période de transition politique en 2015. Néanmoins, malgré une reprise lente en 2016, l'année a connu le début d'opérationnalisation du Fonds d'Intervention pour l'Environnement (FIE) appuyé par le BKF/019. Concernant le BKF/018, un effort important a été réalisé en matière de délivrance de formations à travers le Fonds d'Appui à la Formation professionnelle et l'Alphabétisation, et avec l'évaluation prospective de l'appui à la Formation professionnelle, qui a permis de fournir les éléments de base pour formuler un nouvel appui conjoint avec les autres partenaires du programme.



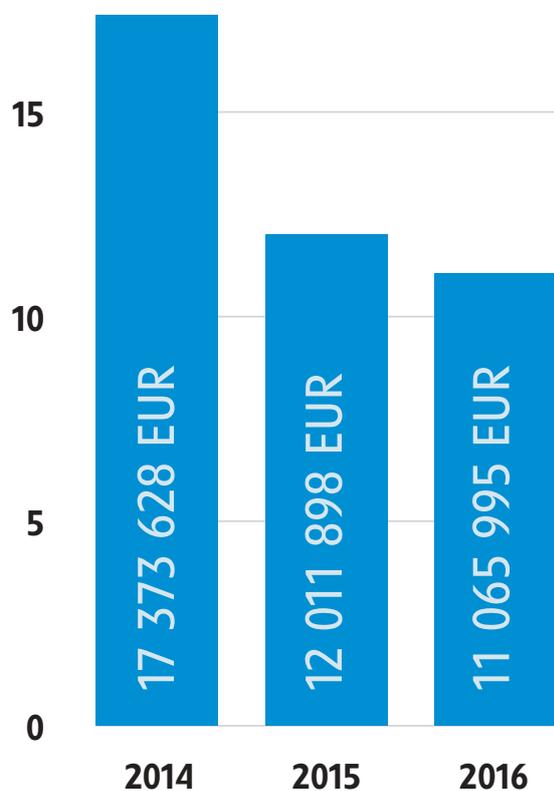
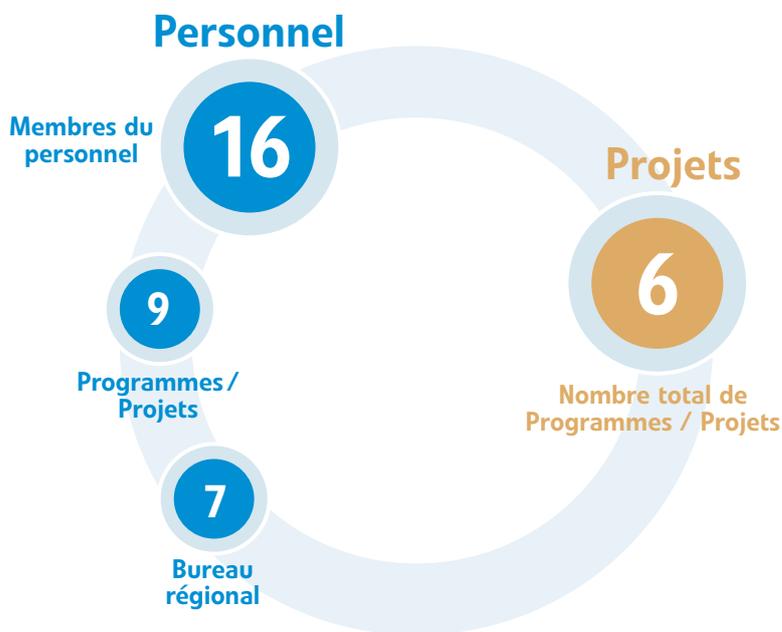
Le nouveau PIC III, signé en novembre 2016, est dans la continuité des activités de coopération pour les volets «Éducation, Enseignement et Formation technique et professionnelle», «Gestion durable des Ressources naturelles» et «Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC)». Il s'aligne sur la nouvelle stratégie de développement du pays, à savoir le Plan national de Développement économique et social (PNDES).

L'année s'est achevée avec la signature du protocole d'accord portant sur un appui du Luxembourg au développement des TIC au Burkina Faso dans le cadre du projet BKF/021. Cet accord, dont la signature avait été reportée plusieurs fois, devrait permettre l'accessibilité de services de communication électronique sur la majeure partie du territoire. Le projet prévoit un budget total de 28 487 815 EUR, dont une participation du gouvernement luxembourgeois de 22 300 000 EUR sur une durée de 26 mois.

L'année 2017 sera avant tout consacrée à la formulation des nouveaux appuis du PIC III qui pourront construire sur les acquis des phases précédentes tout en visant un alignement plus important encore.



BURKINA FASO





ZÉBU AZAWAK – RESSOURCES PASTORALES



BKF/017	2010 - 2016	Budget total: 6 000 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 431 958	

ENSEIGNEMENT ET FORMATION TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS



BKF/018	2012 - 2017	Budget total: 10 000 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 5 662 717	

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR FORESTIER



BKF/019	2012 - 2017	Budget total: 11 000 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 1 434 262	

TRANSFUSION SANGUINE



BKF/020	2012 - 2016	Budget total: 7 500 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 1 446 796	

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION



BKF/021	2015 - 2018	Budget total: 17 603 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 355 555	

APPUI AU PROGRAMME DE L'ÉDUCATION DE BASE



BKF/022	2013 - 2016	Budget total: 15 000 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 2 165 107	

BURKINA FASO

Récupération de terres dégradées dans le Sahel burkinabè et valorisation des sols restaurés par des crédits carbone

Actuellement, le Burkina Faso subit une forte dégradation des terres suite à des sécheresses successives et des activités humaines. Cela menace l'approvisionnement alimentaire des populations et contribue au changement climatique. Pour lutter contre ce phénomène, le projet BKF/017 a concentré ses activités sur la récupération de terres dégradées à vocation sylvo-pastorales dans la région du Sahel.

Les travaux, réalisés en sous-traitance avec deux Organisations non gouvernementales (ONG) locales, ont permis de restaurer 8500 hectares de terres dégradées dans sept communes en creusant mécaniquement des micro-bassins aptes à recueillir les eaux de pluie.

Les travaux sont précédés d'une identification soignée des sites en concertation avec les municipalités, les services techniques et les bénéficiaires. Au total, 80 villages et environ 100 000 habitants sont concernés. Puis, les populations sont sensibilisées aux techniques de semis, processus dans lequel les femmes sont fortement impliquées pour assurer la production d'espèces comestibles et utilitaires.

En aval des travaux, il est mis en place une gestion durable des sites restaurés. Le projet a donc appuyé l'élaboration de chartes foncières communales, outil permettant de concilier le droit coutumier avec le droit national, et le renforcement des capacités des instances foncières villageoises.

Les résultats montrent une productivité améliorée des écosystèmes et une augmentation significative de la biomasse herbacée. Pour citer le président du comité villageois de développement de Touro, « Nous sommes très satisfaits. On a du fourrage et notre bétail est resté sur place grâce à la récupération des terres. On n'a pas migré jusqu'à l'arrivée des pluies. »

“ Nous sommes très satisfaits. On a du fourrage et notre bétail est resté sur place grâce à la récupération des terres. On n'a pas migré jusqu'à l'arrivée des pluies. ”

Président du comité villageois de développement de Touro



Pour valoriser les activités de boisement, deux projets carbone ont été élaborés avec le Plan Vivo (www.planvivo.org) comme standard. Pour la première fois au Sahel, un projet de boisement génère des crédits carbone.

Le projet BKF/017 a donc apporté une contribution précieuse à la lutte contre la désertification et à la protection de la biodiversité. Dans le cadre du PIC III, il est donc souhaité le maintien d'un accompagnement des autorités territoriales et des populations pour une application des chartes foncières et des ONG pour une bonne maîtrise du processus Plan Vivo.

NIGER

187/188



19%



19,89

1 267 000 km²

62



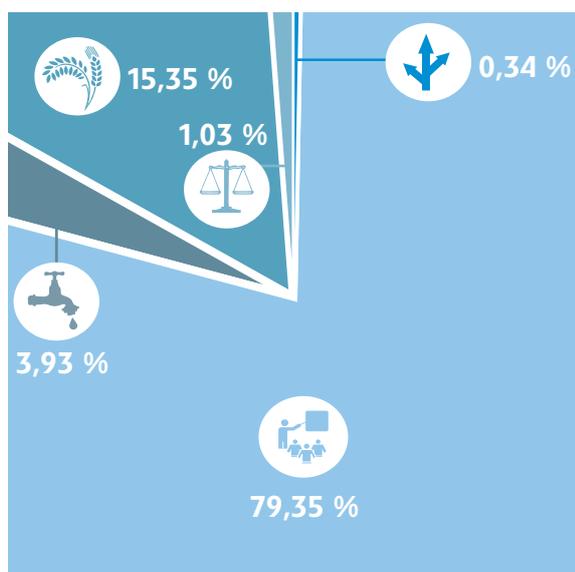
4%



0,1



Distribution des déboursments 2016 par secteur



La République du Niger souffre d'une forte croissance démographique, d'une faible croissance économique et d'une grande insécurité alimentaire et nutritionnelle. De plus, la situation sécuritaire constitue un facteur de risque pour le développement économique et social de la région. Sa situation géographique fait de lui un carrefour d'échanges entre l'Afrique du Nord et l'Afrique au Sud du Sahara. Les deux tiers de sa superficie sont désertiques et il appartient à l'une des régions les plus vulnérables face aux changements climatiques.

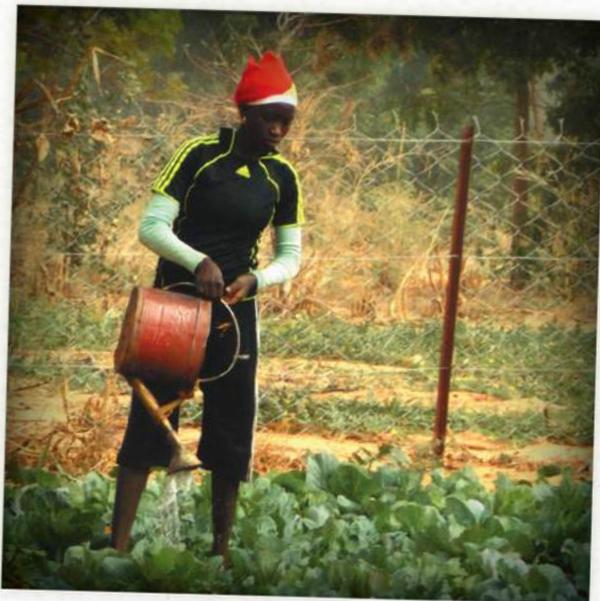
Les relations datant de 1987, le Niger est un des premiers pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise. Le second Programme indicatif de Coopération (PIC II) Pour la période 2008 à 2015, s'élevait à 71 millions EUR portait sur les secteurs de l'Éducation de Base, de la Formation professionnelle, de l'Hydraulique et du Développement rural intégré. Le PIC III couvre la période 2016-2020 et s'inscrit dans la même lignée avec un budget de 67 millions EUR destiné aux mêmes secteurs d'intervention. Une nouveauté, cependant, prévoit l'utilisation de fonds communs sectoriels alimentés par plusieurs bailleurs

afin d'appuyer plus directement les différents ministères de tutelle nigériens dans la mise en œuvre de leurs stratégies et politiques sectorielles.

L'année 2016 a permis de clôturer le PIC II et de confirmer quelques avancées importantes notamment dans l'accès à l'éducation, à l'eau et aux opportunités de financement pour les exploitations agricoles. Comme le souligne l'évaluation finale, les effectifs des élèves bénéficiaires de cycles de base dans la région de Dosso ont été multipliés par six tandis que le taux de décrochage en mathématiques et en langue française a considérablement baissé. L'offre qualitative de Formation professionnelle en vue d'une amélioration de l'employabilité des jeunes a nettement progressé jusqu'à atteindre plus de 6 000 jeunes hommes et femmes sur tout le territoire national.

En parallèle, l'année 2016 a également été marquée par la préparation du nouveau PIC qui a débuté le 1^{er} octobre 2016. À ce titre, toute l'équipe de l'antenne LuxDev Niger, les partenaires nationaux ainsi que quatre équipes d'experts ont été mobilisés entre janvier et mai 2016 afin de formuler le cadre des nouvelles interventions. Le PIC III vise alors à contribuer à l'amélioration des conditions de vie d'une population de plus en plus jeune mais aussi désœuvrée tout en veillant à prendre en compte l'égalité des sexes, la bonne gouvernance et le respect de l'environnement.

Grâce à un accès inclusif à une éducation de qualité, les adultes comme les enfants économiquement et socialement marginalisés, ont une chance de sortir de la pauvreté et de devenir acteurs d'une participation démocratique, de la lutte contre les discriminations et d'une croissance économique durable. Ainsi, le nouveau programme d'Appui à l'Éducation de Base veillera prioritairement à améliorer la qualité de l'enseignement et des apprentissages et à garantir un accès équitable à l'éducation de base en améliorant les capacités d'accueil et en réintégrant les enfants déscolarisés ou non-scolarisés dans le système scolaire.

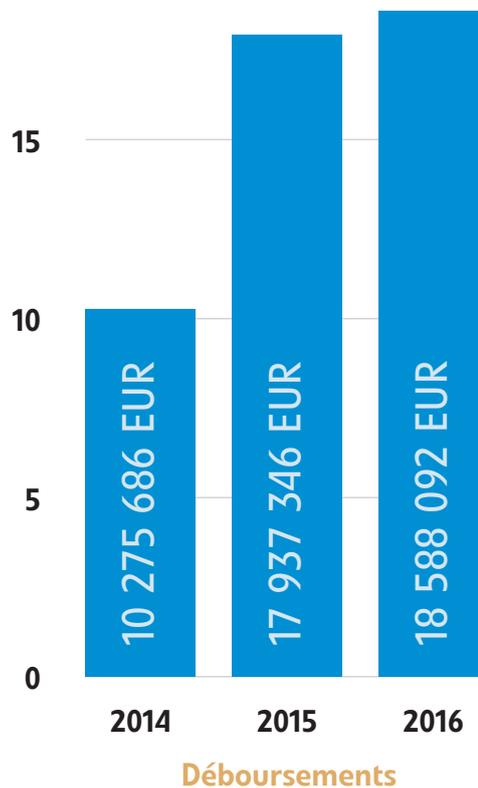
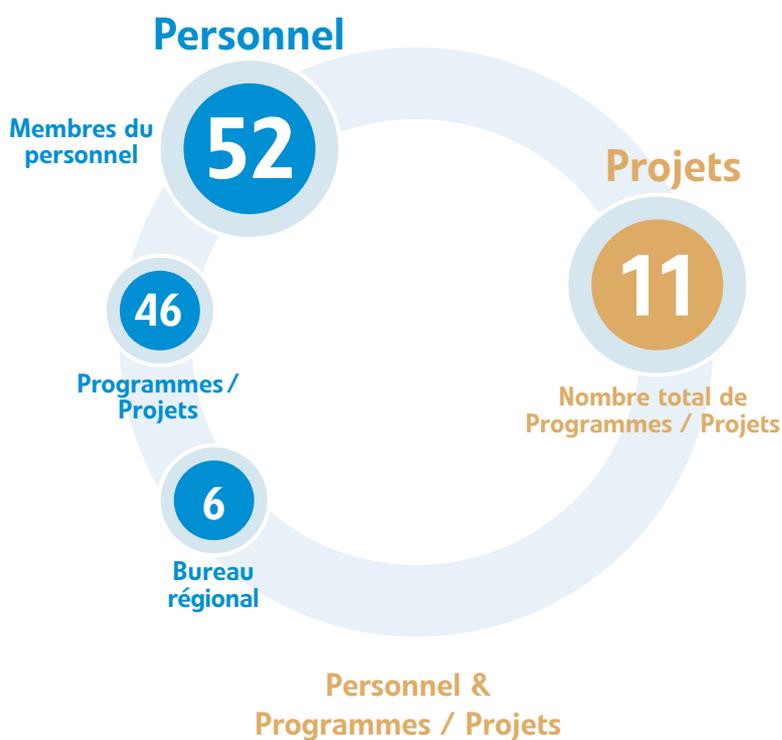


Le nouveau programme d'Eau et d'Assainissement bénéficiera en 2017 d'une coopération déléguée du Royaume du Danemark, quasiment au même niveau que le financement luxembourgeois. Pour l'Agence, il s'agira du plus gros projet sous sa gestion avec une enveloppe globale supérieure à 50 millions EUR.

Traditionnellement, la zone d'intervention de la Coopération luxembourgeoise se concentrait sur la région de Dosso située dans le sud-ouest du pays. L'orientation progressive ces dernières années vers des programmes de développement nationaux (Éducation, Formation professionnelle, Eau et Assainissement) et l'appui à des politiques sectorielles nationales ont orienté les nouveaux programmes en Éducation, en Formation professionnelle et en Eau

et Assainissement vers un appui national alors que l'intervention dans le secteur du Développement rural reste, quant à elle, au niveau de Dosso. Ce programme vise plus spécifiquement à augmenter les opportunités économiques pour les jeunes de la région dans les métiers liés aux filières agricoles. Il favorisera également l'installation et la réussite des jeunes agriculteurs âgés de moins de 35 ans dans les métiers des filières agricoles porteuses et ceci en lien avec l'autre programme de la Coopération luxembourgeoise portant sur l'insertion professionnelle au Niger. Cette passerelle permettra de valoriser les complémentarités fonctionnelles et financières entre le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de la Formation professionnelle et technique à l'échelle nationale et régionale.

NIGER



PROGRAMME FORMATION PROFESSIONNELLE



NIG/017

2011 - 2016

Budget total: 24 700 000

Débourisé 2016: 8 039 095

Fonds de la Coopération au Développement

APPUI AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE



NIG/018

2011 - 2016

Budget total: 12 500 000

Débourisé 2016: 2 514 554

Fonds de la Coopération au Développement

APPUI AU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION



NIG/019

2011 - 2016

Budget total: 15 200 000

Débourisé 2016: 3 043 659

Fonds de la Coopération au Développement



PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT, PHASE II



NIG/021	2014 - 2017	Budget total : 1 473 463 Déboursé 2016 : -11 520	Fonds de la Coopération au Développement
---------	-------------	---	--

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT, PHASE II



NIG/721	2014 - 2017	Budget total : 2 187 691 Déboursé 2016 : 592 351	Fonds de la Coopération au Développement
---------	-------------	---	--

ÉDUCATION DE BASE & ALPHABÉTISATION



NIG/023	2016 - 2020	Budget total : 12 000 000 Déboursé 2016 : 357 413	Fonds de la Coopération au Développement
---------	-------------	--	--

ÉDUCATION ET FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE



NIG/024	2016 - 2020	Budget total : 18 400 000 Déboursé 2016 : 165 381	Fonds de la Coopération au Développement
---------	-------------	--	--

APPUI AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE



NIG/025	2016 - 2020	Budget total : 12 400 000 Déboursé 2016 : 339 122	Fonds de la Coopération au Développement
---------	-------------	--	--

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR EAU ET ASSAINISSEMENT



NIG/026	2016 - 2020	Budget total : 12 000 000 Déboursé 2016 : 149 533	Fonds de la Coopération au Développement
---------	-------------	--	--

PROGRAMME D'APPUI À LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION



NIG/702	2014 - 2018	Budget total : 10 789 460 Déboursé 2016 : 2 613 023	Coopération suisse & norvégienne
---------	-------------	--	----------------------------------

FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES



NIG/801	2016 - 2019	Budget total : 6 900 000 Déboursé 2016 : 13 459	Commission européenne
---------	-------------	--	-----------------------

NIGER

Une attestation foncière comme garantie de l'accès des femmes à la terre

L'Agriculture constitue la principale activité des populations rurales dans la région de Dosso. On peut facilement faire ce constat en traversant les villages durant l'hivernage. On voit en effet qu'hommes, femmes et jeunes travaillent dans les champs.

Si tous les membres de la famille cultivent les champs, leur situation par rapport au foncier est fort différente. Selon une étude demandée par la Coopération luxembourgeoise, très peu de femmes sont propriétaires de la terre sur laquelle elles pratiquent l'agriculture, même si selon les lois coutumières généralement basées sur l'islam elles ont des droits d'héritage.

Cependant, toutes les femmes ne restent pas les bras croisés et ne perçoivent pas cette situation comme une fatalité. C'est le cas de Mme Seybou Djamma qui vit dans le village de Kolgou Zerma.

Dans ce village, il est de coutume que la femme cultive un lopin de terre prêté par son mari, son frère ou un autre propriétaire terrien du village pour y pratiquer le maraîchage durant la contre saison. En début d'hivernage la parcelle prêtée est remise au propriétaire qui profite allègrement des apports en engrais organiques effectués par la prêteuse en guise de compensation.

Pour Mme Seybou, cette situation est plus que précaire, c'est la raison pour laquelle elle a su négocier avec le mari en exode, la donation d'une parcelle de 1,5 ha sur le champ familial afin de pratiquer le maraîchage et subvenir aux besoins du ménage. Entre-temps, elle a appris à travers les radios locales, qu'un Fonds d'Appui régional (FAR) mis à disposition du Conseil régional de Dosso par la Coopération luxembourgeoise (NIG/018) permet d'accéder à un crédit subventionné auprès de la Banque agricole du Niger. C'est ainsi que l'accord du mari fut obtenu par téléphone devant témoins : chef de quartier, chef du village et maire de la commune.

« Avec l'argent que je vais gagner après la vente de mes produits maraîchers, je compte d'abord subvenir aux besoins de la famille, préparer le mariage de mes filles et assurer une bonne scolarité à mes enfants étant donné que le mari n'est jamais retourné de l'exode, cette attestation reconnue de tous me donne une entière garantie. »

*Mme Seybou Djamma
Village de Kolgou Zerma*



L'acquisition d'une attestation de détention coutumière délivrée par le chef de village a été pour elle une étape importante afin d'obtenir un prêt auprès de la banque.

Le prêt subventionné à hauteur de 45% a permis de clôturer le jardin de 1,5ha avec du grillage et le protéger contre les animaux, de creuser deux puits, d'acheter une motopompe et des semences de qualité.

« Avec l'argent que je vais gagner après la vente de mes produits maraîchers, je compte préparer le mariage de mes filles et assurer une bonne scolarité à mes enfants étant donné que le mari n'est jamais retourné de l'exode, cette attestation reconnue de tous me donne une entière garantie »

CABO VERDE



122/188



89%



0,51

4 033 km²

73



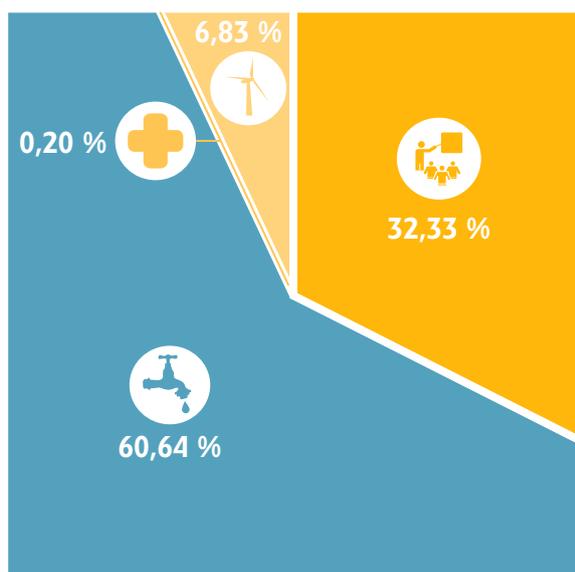
1,3%



0,9



Distribution des déboursements 2016 par secteur



L'année 2016 a été particulièrement riche en événements marquants au Cabo Verde avec en particulier des élections locales, législatives et présidentielles, qui ont conduit à une alternance politique et à la mise en place d'un gouvernement du parti politique Mouvement pour la Démocratie (MpD) pour la première fois depuis 2001. Au niveau local, le MpD a remporté 19 des 22 municipalités de l'archipel. 2016 est également l'année de la transition entre le troisième Programme indicatif de Coopération - PIC III (2011-2015) et le PIC IV (2016-2020) et l'arrivée d'un nouveau représentant de LuxDev à Praia.

Le nouveau gouvernement s'est doté d'une architecture plus concentrée avec des compétences ministérielles redistribuées. Les organigrammes ont été revus et les cadres supérieurs de l'administration ainsi que les conseils d'administration des entités publiques ont été progressivement renouvelés.

La mise en œuvre de nos interventions, basées sur un partenariat étroit avec les administrations des ministères sectoriels (Économie, Emploi, Formation

professionnelle, Énergie, Eau et Assainissement) ainsi qu'avec les entités publiques rattachées a nécessité énormément de flexibilité et de ténacité pour obtenir des résultats dans cet environnement politique et administratif en mouvement. Cependant, la planification se révèle encore peu fiable dans ce contexte.

Dans le secteur de l'Eau et de l'Assainissement, LuxDev a procédé à la clôture du projet CVE/078 (PIC III) dont l'évaluation finale a démontré qu'il a contribué significativement à la mise en place de la réforme du secteur, tant au niveau du ministère de tutelle (Ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire) qu'au niveau de la création, de la mise en place, et du renforcement de l'Agence nationale de l'Eau et de l'Assainissement, ainsi que du renforcement des capacités des municipalités et de l'opérateur inter-municipal à Fogo et Brava (Aguabrava). 717 systèmes sanitaires domiciliaires ont été construits au bénéfice des familles pauvres des îles de Santiago, Fogo et Brava. Le programme CVE/082 (PIC IV) prend la relève pour consolider les acquis de la réforme du secteur. Il permettra notamment de poursuivre les investissements dans les capacités des institutions du secteur et dans l'efficacité énergétique et le pompage solaire au bénéfice d'Aguabrava. Par ailleurs, 100 écoles vont bénéficier d'installations sanitaires adéquates.

Dans le secteur de la Formation professionnelle, LuxDev a procédé à la clôture des programmes CVE/071 et CVE/077 du PIC III qui ont fortement contribué au changement de paradigme dans le secteur, ainsi qu'au développement des compétences et des ressources humaines au Cabo Verde en faisant évoluer le dispositif vers une offre formative axée sur la demande du secteur productif. Cependant, il s'agit d'un processus complexe et de longue durée qui sera prolongé avec la mise en œuvre du programme CVE/081 - Emploi et Employabilité du PIC IV. Alors que l'École d'Hôtellerie et du Tourisme du Cabo Verde a atteint son régime de croisière et son équi-



libre financier (500 jeunes formés chaque année avec un taux d'insertion dans le marché de l'emploi supérieur à 75 %), l'établissement d'un modèle de financement du secteur constitue encore un défi pour la durabilité des investissements réalisés, en particulier pour le Centre pour les Énergies renouvelables et la Maintenance industrielle (CERMI). À ce titre, un Partenariat public privé est en cours d'élaboration avec les Centres de Compétences luxembourgeois (Génie technique et Parachèvement) pour transformer le CERMI en Centre de Compétences en efficacité énergétique et énergies renouvelables visant les marchés caboverdien et régional ouest-africain.

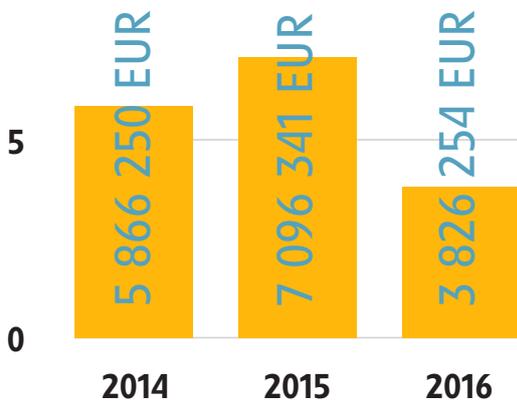
La nouveauté pour l'Agence est d'intervenir en faveur de la transition énergétique vers plus d'énergie renouvelable dans le mix énergétique caboverdien avec une énergie moins chère et plus fiable pour les particuliers et les entreprises. Depuis le début de l'année 2016, LuxDev a mis à la disposition de la Direction générale de l'Énergie une assistance technique afin de piloter les études préparatoires (micro-grid, smart-grid, gouvernance sectorielle) devant mener, début 2017, à la publication du Document technique et financier.



CABO VERDE



Personnel & Programmes / Projets



Déboursements



APPUI À LA FORMATION PROFESSIONNELLE



CVE/071	2007 - 2016	Budget total: 17 969 716	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 211 852	

ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA GOUVERNANCE DE LA POLITIQUE INTÉGRÉE ÉDUCATION-FORMATION-EMPLOI



CVE/077	2013 - 2016	Budget total: 2 575 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 471 813	

APPUI AU PLAN D'ACTION POUR LA GESTION DE L'EAU



CVE/078	2012 - 2016	Budget total: 12 320 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 2 085 055	

EMPLOI ET EMPLOYABILITÉ



CVE/081	2016 - 2020	Budget total: 10 000 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 543 931	

EAU ET ASSAINISSEMENT



CVE/082	2016 - 2020	Budget total: 5 150 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 235 053	

ÉNERGIES RENOUVELABLES



CVE/083	Formulation	Budget total: 4 500 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 261 315	

CABO VERDE

Eau et Hygiène à travers l'infrastructure, la culture et les connaissances

Les efforts du Cabo Verde pour concilier développement économique et qualité de vie l'ont poussé à mettre l'accent sur la protection de l'environnement et la santé publique comme éléments essentiels d'une croissance durable. En effet, «l'assainissement demeure un des talons d'Achille de la compétitivité économique du pays,» nous révèle Antero Veiga, ancien Ministre de l'Environnement. Il constate qu'investir dans le secteur de l'Eau et de l'Assainissement n'est pas seulement une garantie nationale de sécurité hydrique ou de promotion de l'agro-commerce, c'est aussi un investissement dans le renforcement des capacités pour stimuler l'économie. Les inefficiences dans la distribution et la gestion de l'eau par exemple font parties du cercle de la pauvreté, notamment au sein des communautés rurales et isolées.

Les dispositifs écologiques d'assainissement domestique, mis en place par le projet CVE/078, répondent aux problèmes socioéconomiques de ces communautés. Teresa Correia nous explique que le système de récupération d'eau de sa salle de bain lui a permis de conserver davantage d'eau pour arroser son champs de bananiers, sa principal source de revenus. En tant que femme, Nídia Maria Tavares avait auparavant honte et peur d'aller faire ses besoins dans la rue. Ce n'est plus le cas maintenant qu'elle dispose d'une salle de bain et elle déclare par ailleurs que l'hygiène familiale s'est nettement améliorée.

Cependant, au Cabo Verde les infrastructures ne suffisent pas pour répondre aux problèmes d'eau et assainissement, un changement de mentalité doit avoir lieu pour lutter contre les mauvaises pratiques d'hygiène et d'utilisation de l'eau. Le modèle PromoSan du Projet CVE/078 suit cette approche et sensibilise ainsi les communautés à chaque installation de salles de bain et sanitaires.

“ À travers l'initiative du théâtre pédagogique, soutenue par LuxDev, les enfants deviennent vecteurs de changement ! ”



Lors du lancement national de la campagne PromoSan, le Premier ministre a souligné le rôle important des enfants dans l'évolution des mentalités et des pratiques au sein de leur famille et communauté. À travers l'initiative du théâtre pédagogique, soutenue par la Coopération luxembourgeoise, les enfants deviennent vecteurs de changement. Le théâtre est un moyen pour eux d'apprendre à partager leurs idées et exprimer leurs sentiments de manière ludique.

Lors d'une représentation pour la Journée mondiale des Toilettes, le «rap des salles de bain», chanté par la caravane théâtre devant un groupe d'enfants de l'école Cutelo Branco à São Domingos, commence ainsi: «*Hyo! Hyo! Rappers, tema di oji ê: Kazas di banhu!*» Parlons salles de bain!

À travers la campagne PromoSan, les caboverdiens le reconnaissent: le manque d'hygiène est autant un problème culturel qu'un problème de condition de vie. En effet, beaucoup de familles n'utilisent pas la salle de bain, même si elles en ont une. Des activités participatives d'Informations, Éducation et Communication permettent de sensibiliser les bénéficiaires du Projet, mais l'Agence s'est aussi demandée

comment étendre la portée du message: «*Nu Uza Kaza di banhu é txeu inportanti pa konbati infermidadi,*» on utilise les salles de bains pour combattre les maladies.

Manuela, militante qui promeut la santé et l'assainissement dans la municipalité de São Domingos, se réjouit de l'impact des campagnes de sensibilisation sur l'évolution des comportements. Elle assure qu'aujourd'hui «les familles améliorent réellement leurs conditions sanitaires,» et «ont pris conscience que l'hygiène n'est pas un luxe».

Promouvoir une bonne hygiène et une utilisation raisonnée de l'eau auprès de 4 722 élèves aura un impact considérable sur les comportements de nombreuses communautés et leur attitude vis-à-vis de l'environnement et de la santé. Et, comme on l'apprend aux enfants, on avance pas à pas: étape 1, on rentre dans la salle de bain; étape 2, on s'assoit sur les toilettes... on laisse les enfants expliquer la suite à leur famille!

Le message principal est clair: «*Pa vida continua agu é fundamental. Má tanbé ê inportanti sabi reutiliza,*» l'eau est vitale, il faut savoir la réutiliser.

LAOS

138/188



80%



6,80

236 800 km²

66



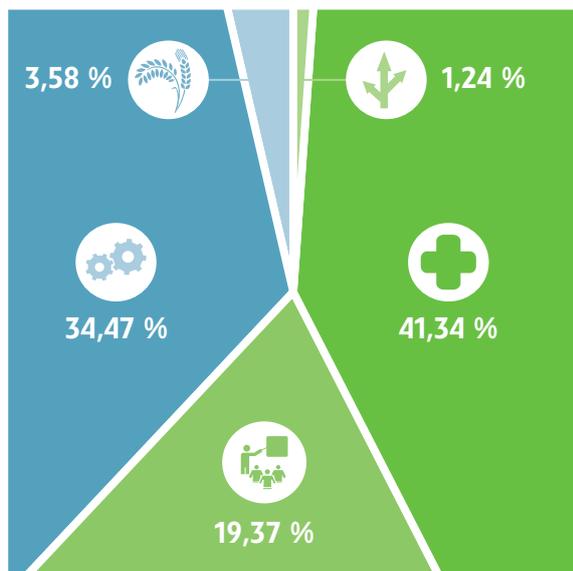
1,7%



0,3



Distribution des déboursements 2016 par secteur



La République démocratique populaire du Laos, un pays à revenu intermédiaire inférieur, est l'une des économies qui connaît la croissance la plus importante dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique. La croissance du produit intérieur brut a été en moyenne de 7% au cours de la dernière décennie, avec une utilisation croissante des ressources naturelles du pays - principalement de l'eau, des minéraux et des forêts - contribuant à un tiers de la croissance de la production. La construction et les services ont également augmenté à mesure que le revenu des ressources naturelles s'est répandu dans le reste de l'économie. L'intégration régionale croissante a stimulé le tourisme et a attiré l'investissement étranger. La croissance a contribué à réduire le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté, cependant, la réduction de la pauvreté a eu lieu à un rythme plus lent que dans d'autres pays de la région.

Le quatrième Programme indicatif de Coopération entre le Luxembourg et le Laos est aligné sur le 8^e Plan national de Développement socioéconomique

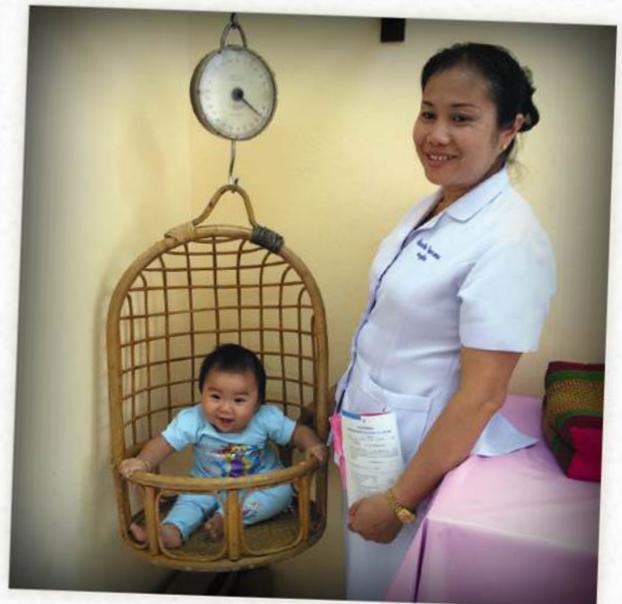
lao et couvre les années 2016-2020 sur les axes suivants :

- Développement des Systèmes de Santé ;
- Développement des Compétences en Tourisme et Accueil ;
- Développement rural et Gouvernance locale ; et
- Réforme du Secteur juridique et Gouvernance au Niveau national.

Après avoir fondé, dans le cadre d'un projet récent, l'Institut lao du Tourisme et de l'Hôtellerie (LANITH), une institution reconnue au niveau international pour l'éducation touristique et hôtelière, LuxDev met en œuvre un programme de développement des ressources humaines dans le secteur du Tourisme et de l'Hôtellerie, cofinancé par le Luxembourg, la Suisse et le Laos. Ce programme améliorera les capacités de formation à l'échelle nationale, ce qui permettra de renforcer les compétences de milliers de jeunes femmes et d'hommes et leur facilitera ainsi l'accès au marché du travail. Le programme est spécifiquement orienté vers les populations défavorisées du pays

Le programme d'appui au secteur de la Santé, vise à améliorer la qualité des soins de santé dans les trois provinces de Vientiane, Bolikhamxay et Khammouane. Le programme appuie les réformes structurelles et institutionnelles du Ministère de la Santé aux niveaux national, provincial et local pour renforcer l'efficacité des politiques de santé. Fin 2016, la Coopération luxembourgeoise a décidé de libérer des fonds supplémentaires afin d'accroître encore l'impact de ce programme sur des axes clés comme le système d'information sanitaire, le développement des ressources humaines, la rénovation d'infrastructures de santé et la maintenance.

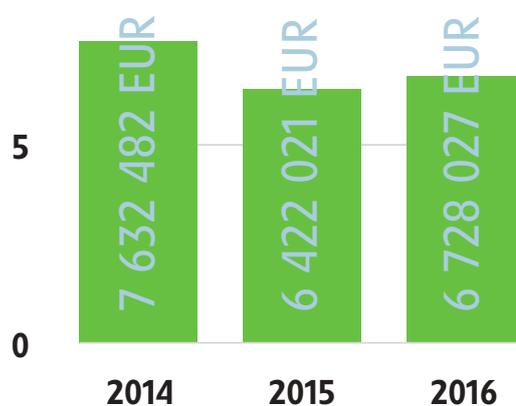
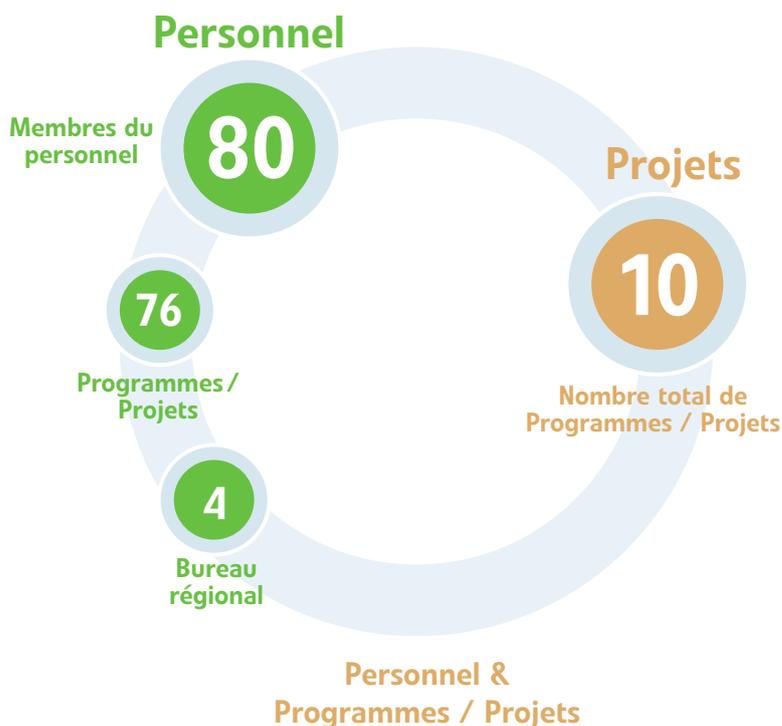
Dans le secteur du Développement local, les activités réalisées par LuxDev dans la province de Bolikhamxay ont conduit les gouvernements luxembourgeois et lao à décider d'étendre l'appui dans quatre provinces (Bokeo, Vientiane, Bolikhamxay et Khammouane).



Le nouveau programme a été formulé en 2016 et devrait commencer à mettre en place les Fonds de Développement villageois au début de l'année 2017 selon les modèles testés dans le cadre des projets précédents. En même temps, l'assistance technique fourni au programme du Fonds international de Développement agricole au Nord du Laos se poursuit jusqu'à fin 2017.

Enfin, dans le secteur juridique, la Coopération luxembourgeoise poursuit son appui aux réformes qui visent à renforcer l'État de droit, en facilitant l'accès à la justice et en améliorant l'éducation et la formation juridique.

LAOS



HÔTELLERIE ET TOURISME



LAO/020	2008 - 2016	Budget total: 7 500 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 888 406	

PROGRAMME BOLIKHAMXAY



LAO/021	2009 - 2016	Budget total: 7 600 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 543 186	

PROJET DE DÉVELOPPEMENT LOCAL À KHAMMOUANE



LAO/024	2014 - 2021	Budget total: 5 000 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 1 686 780	



ASSISTANCE TECHNIQUE AU PROGRAMME SOUM SON SEUN JAI DU FIDA



LAO/026	2012 - 2017	Budget total: 1 850 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 241 124	

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE LA SANTÉ - PHASE II



LAO/027	2014 - 2021	Budget total: 20 000 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 2 781 297	

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DU DCI/MPI



LAO/028	2014 - 2017	Budget total: 800 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 83 310	

COMPÉTENCES DANS LE SECTEUR DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE



LAO/029	2016 - 2021	Budget total: 7 500 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 177 559	

PROGRAMME D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT LOCAL



LAO/030	2016 - 2021	Budget total: 14 650 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 89 183	

PROGRAMME DE SOUTIEN À LA FORMATION ET À L'ENSEIGNEMENT JURIDIQUES



LAO/031	Formulation	Budget total: 5 000 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 53 639	

DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES DANS LE SECTEUR DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE



LAO/729	Formulation	Budget total: 7 500 000	Gouvernement suisse
		Déboursé 2016: 177 559	

LAOS

Gouvernance et amélioration des moyens d'existence à Bolikhamxay

Depuis 2010, le projet LAO/021 vise à réduire la pauvreté dans les zones montagneuses marginalisées du centre du Laos. Les activités ont porté sur les trois districts les plus pauvres de la province de Bolikhamxay, en particulier 60 villages où, au début du projet, deux tiers des habitants vivaient avec moins de 0,60 EUR par jour. Le projet a abordé la lutte contre la pauvreté par un ciblage géographique, une intervention en faveur des pauvres, des méthodes participatives et l'allocation de la plus grande partie du budget directement au niveau des villages.

Au bout de six ans, les réalisations concrètes comprennent 396 projets communautaires réalisés à travers des Fonds de Développement villageois, 46 systèmes de crédit appartenant à la communauté, 78 écoles, des réseaux d'alimentation en eau et autres infrastructures de base, ainsi que des campagnes de formation et de sensibilisation dans 90 villages. Par ailleurs, une centaine d'activités de renforcement de la Gouvernance ont été appuyées dans toute la province, visant notamment le renforcement de capacités, les systèmes d'information, les enquêtes statistiques, les cartes mises à jour et les services publics dans le domaine de la Santé, de l'Éducation et de l'Agriculture. Les efforts combinés ont amélioré l'accès à l'éducation, l'eau potable, l'assainissement et les marchés, et ont augmenté les revenus grâce à des programmes de crédit et des services agricoles. En conséquence, le nombre de villages cibles officiellement pauvres est passé de 60 en 2010 à seulement trois villages en 2016.

Hormis les résultats tangibles sur le développement, le projet a favorisé la démocratie locale, la participation et l'autonomisation en transférant une grande partie des décisions et du contrôle des fonds vers les villages. En outre, la Gouvernance au niveau des provinces, des districts et des villages a été renforcée grâce à l'alignement pratique sur les politiques, les stratégies, les plans d'action et les procédures de décentralisation officiels.

Une centaine d'activités de renforcement de la gouvernance ont été appuyées dans toute la province, y compris le renforcement des capacités, les systèmes d'information, les enquêtes statistiques, les cartes mises à jour et les services publics dans le domaine de la santé, de l'éducation et de l'agriculture.



Le projet a été clôturé en décembre 2016, mais l'approche LAO/021 est poursuivie dans le cadre d'un nouveau programme de Développement local portant sur cinq ans et couvrant quatre provinces (dont Bolikhamxay) et au moins 200 villages. Cette continuité permet de consolider et de tirer parti de ce qui a déjà été réalisé, étendra les avantages pratiques à de nouveaux domaines et aidera à intégrer les principes et méthodes convenus dans le système de

gouvernance lao. L'institutionnalisation sera davantage encouragée par la collaboration avec d'autres projets et réseaux, le dialogue sur les politiques et la participation à des groupes de travail sectoriels et forums similaires. Notons que l'approche LAO/021 est également en train d'être adoptée par d'autres projets de développement au Laos, étendant ainsi l'impact au-delà des zones et institutions ciblées par la Coopération luxembourgeoise.

MYANMAR

145/188



93%



53,89

676 578 km²

66



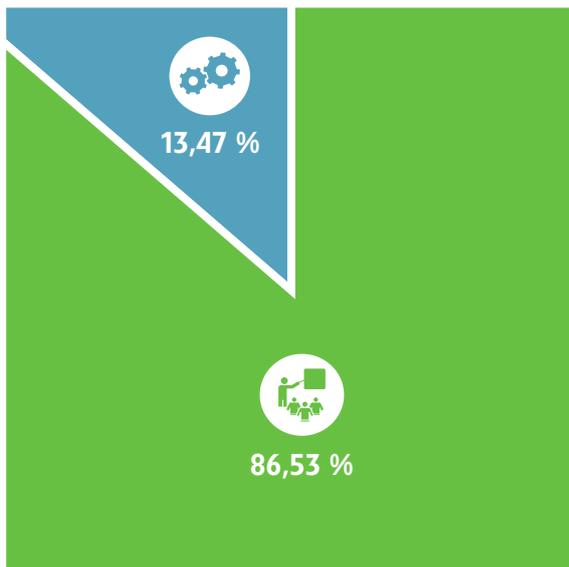
0,9%



0,2



Distribution des déboursements 2016 par secteur



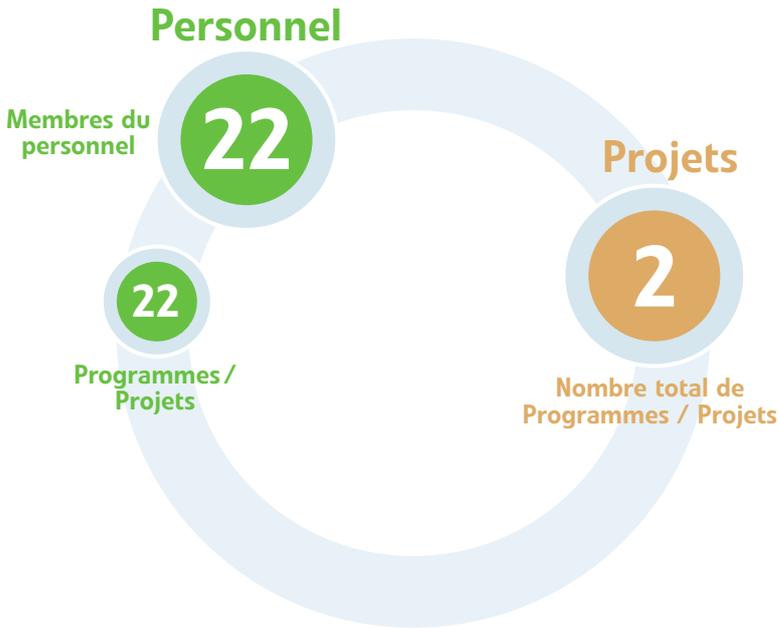
En 2016, le Myanmar a élu pour la première fois un gouvernement démocratique. La Ligue nationale pour la Démocratie, dirigée par Aung San Suu Kyi, a remporté les élections. En mars, le nouveau président Htin Kyaw a prêté serment et, peu après, les nouveaux ministres ont pris leurs fonctions dans un cabinet réformé. Le changement a apporté des avantages économiques importants, car les lourdes sanctions imposées par la communauté internationale ont été levées pour encourager de nouveaux investissements et une croissance dans le secteur du commerce.

La stabilité économique et politique a permis au secteur du Tourisme du Myanmar de se développer considérablement. Le nombre de touristes ayant visité le pays a ainsi augmenté de manière significative, avec près de 5 millions d'arrivées enregist-

trées en 2016. La mise en œuvre du premier projet de la Coopération luxembourgeoise dans le secteur de l'Hôtellerie et du Tourisme constitue dès lors une intervention plus que pertinente et a déjà eu un impact significatif grâce à la formation de 500 employés.

La Coopération luxembourgeoise a décidé de s'engager dans un autre secteur très prometteur, le Développement rural. Un projet dans l'État du Shan oriental, formulé au cours de l'année 2016, vise une population enclavée, en manque d'eau, d'hygiène, d'électricité et vivant d'une agriculture de subsistance souvent non-durable et/ou non-performante. Les activités du projet concernent une population d'environ 25 000 personnes vivant dans une centaine de villages.

MYANMAR



Personnel & Programmes / Projets



Déboursements



DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES DANS LE SECTEUR DE L'HÔTELLERIE ET DU TOURISME

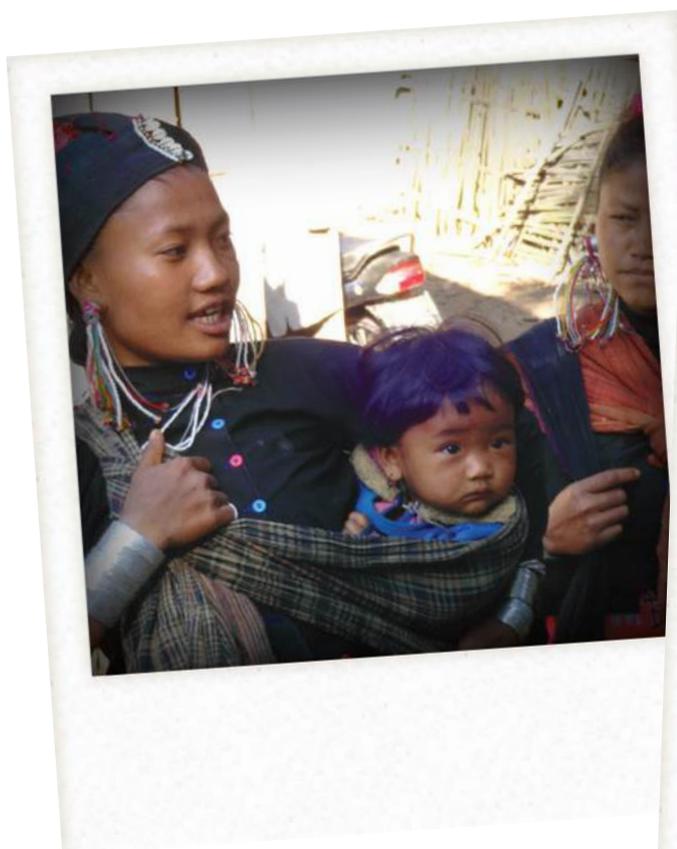


MYA/001	2015 - 2020	Budget total : 5 000 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016 : 1 081 877	

PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DANS L'ÉTAT ORIENTAL DE SHAN



MYA/002	Formulation	Budget total : 10 000 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016 : 168 344	



VIETNAM

115/188



95%



91,70

331 210 km²

76



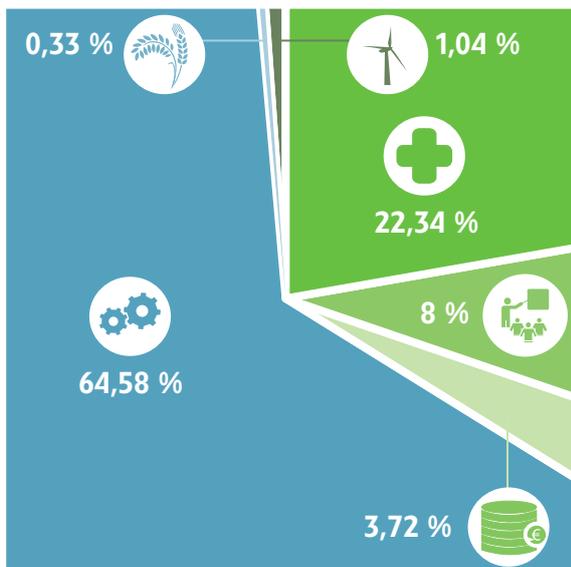
1,1%



1,7



Distribution des déboursements 2016 par secteur



Après 23 années d'aide bilatérale au soutien du développement du Vietnam, le Gouvernement luxembourgeois s'est lancé dans plusieurs nouveaux domaines de coopération. 2016 a été marquée par une collaboration plus ciblée entre les deux pays via le soutien à

- la stratégie de croissance verte du Vietnam ;
- la recherche scientifique dans le secteur de la Santé ; et
- le secteur financier.

En 2016, LuxDev a formulé deux interventions futures en faveur de la stratégie de croissance verte dans la province de Thua Thuen Hué. Un projet s'inscrit dans la mitigation des effets du changement climatique en promouvant un éclairage public économe en énergie, alors que le deuxième projet est axé sur l'adaptation au changement climatique et la résilience. Les deux projets seront financés par le Fonds Climat et Énergie du Luxembourg. Cette contribution financière vient s'ajouter à l'aide publique au développement décidée en faveur du Vietnam.

Dans le cadre du troisième et dernier Programme indicatif de Coopération, trois projets sont en cours et deux autres projets ont débuté en 2016. En ce qui concerne ces nouveaux projets, il s'agit d'une deuxième phase du « Lycée de Formation professionnelle de Bac Kan » (VIE/034) et d'un projet d'appui au « Renforcement des Capacités dans le secteur financier » (VIE/032). L'intervention dans le secteur financier permettra la création de nouvelles opportunités de collaboration qui iront au-delà du cadre de coopération au développement entre le Vietnam et le Luxembourg.

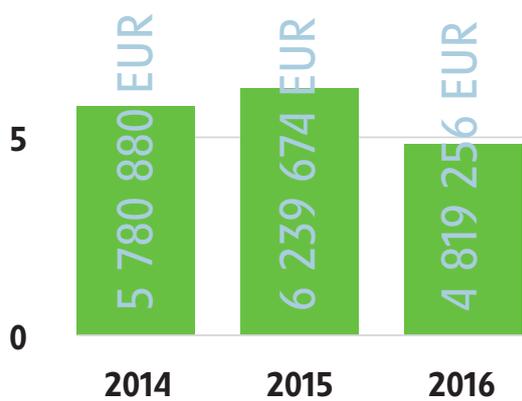
Étant donné que la Coopération au Développement bilatérale est en phase de désengagement au Vietnam, il s'agit pour LuxDev de capitaliser sur les leçons apprises et de partager l'expérience acquise au cours des 23 dernières années avec d'autres acteurs et d'autres projets de LuxDev dans la région.



VIETNAM



Personnel & Programmes / Projets



Déboursements



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LE SECTEUR FINANCIER



VIE/032	2014 - 2018	Budget total : 3 860 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016 : 179 139	

DÉVELOPPEMENT LOCAL ET ADAPATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE



VIE/033	2013 - 2017	Budget total : 8 000 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016 : 1 543 690	

ÉDUCATION ET FORMATION PROFESSIONNELLE - PHASE II



VIE/034	2015 - 2018	Budget total : 2 400 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016 : 357 601	

ASSISTANCE TECHNIQUE AU PROJET D'APPUI À TAM NONG DU FIDA



VIE/035	2014 - 2017	Budget total : 2 000 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016 : 573 696	

IRRIGATION À CAO BANG - UTILISATION RATIONNELLE DE L'EAU ET DE L'AGRICULTURE



VIE/036	2014 - 2020	Budget total : 5 500 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016 : 994 822	

PROJET DE SANTÉ PULMONAIRE AU VIETNAM



VIE/037	2016 - 2019	Budget total : 1 500 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016 : 947 658	

ADAPTION CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE DANS LA PROVINCE DE THUA THIEN HUE



VIE/401	Formulation	Budget total : 2 000 000	Ministère du Développement durable et des Infrastructures
		Déboursé 2016 : 50 028	

ACTION PILOTE D'ÉCLAIRAGE ÉCONOME EN ÉNERGIE À HUE CITY



VIE/433	Formulation	Budget total : 2 000 000	Ministère du Développement durable et des Infrastructures
		Déboursé 2016 : -	

VIETNAM

Protéger les pêches face aux changements climatiques à travers l'adaptation novatrice

Le projet VIE/033 opère dans 29 municipalités pauvres de la région côtière et lagunaire de la province de Hué où environ 400 000 personnes font face à des défis croissants liés au changement climatique. Le projet travaille avec les communautés, les autorités locales et la société civile pour aider les ménages à accroître leur sensibilisation, leurs capacités et leur résilience afin de renforcer et protéger leurs moyens d'existence.

L'un des grands axes du projet est la conservation du lagon de 22 000 hectares de Tam Giang - une ressource naturelle unique qui assure les moyens d'existence de milliers de ménages. Dans la lignée des politiques et programmes du gouvernement vietnamien en matière de décentralisation et de cogestion, le projet a soutenu l'Association communautaire des pêcheurs et les agences gouvernementales compétentes afin de développer un modèle de gestion efficace pour le lagon.

En plus de renforcer les capacités d'organisation et de gestion des différents groupes de l'Association des pêcheurs, l'accent a été mis sur le renforcement de la conscience environnementale, des connaissances et des capacités techniques de ces groupes, communautés et administrations locales pour protéger la lagune dans l'intérêt commun.

Des activités spécifiques du projet ont été axées sur la formulation participative des règlements locaux sur la pêche, l'expansion des zones de conservation des ressources halieutiques gérées par la collectivité, des pratiques de pêche plus respectueuses de l'environnement, le renforcement des capacités de protection des frayères et la prolifération des espèces adaptées. Les communautés et les autorités ont également reçu les moyens, par exemple des bateaux patrouilleurs et du matériel d'analyse de l'eau, pour faire respecter les règlements et suivre les résultats.

“ Le projet travaille avec les communautés, les autorités locales et la société civile pour aider les ménages à accroître leur sensibilisation, leurs capacités et leur résilience afin de renforcer et protéger leurs moyens de subsistance. ”



Les données générées par un système de surveillance global indiquent que le travail de l'Association des pêcheurs est plus efficace, que les ménages suivent de plus en plus les règles et respectent les limites, que certaines ressources et espèces aquatiques sont restaurées et que la qualité de l'eau de la lagune des sites d'échantillonnage s'améliore. Depuis l'enquête de référence en 2014, la superficie affectée par le gouvernement à titre de zone de conservation des ressources halieutiques a augmenté de près de 80%, arrivant à 567 hectares. En septembre 2016, la

province a officiellement approuvé la réglementation relative à l'exploitation et à la gestion des pêches dans toute la zone de la lagune.

L'évaluation à mi-parcours du projet VIE/033 a mis en lumière le fait que l'Association des pêcheurs, les activités et la création de zones de conservation des ressources halieutiques représentent une contribution essentielle du projet et ont une importance cruciale pour la conservation et la gestion de la lagune de Tam Giang.

NICARAGUA

124/188



83%



6,08

130 370 km²

75



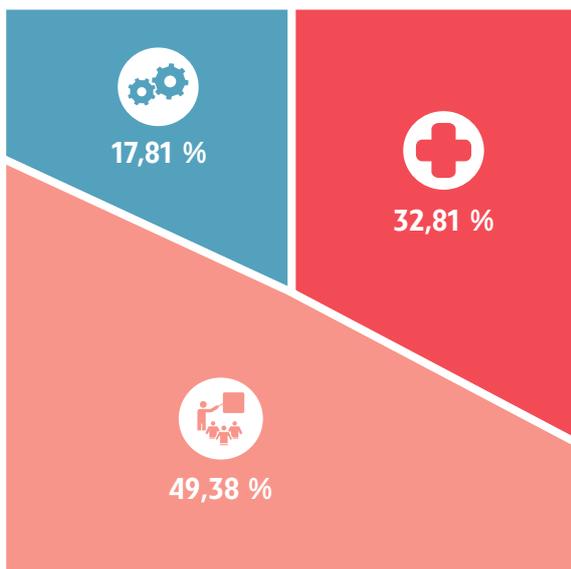
1,1%



0,8



Distribution des déboursements 2016 par secteur



La Coopération luxembourgeoise intervient dans trois secteurs au Nicaragua : la Santé, la Formation professionnelle et le Développement local à travers le Tourisme. Le Programme indicatif de Coopération (PIC III) a été prolongé en 2015 pour une période de trois ans (2015-2017). L'année 2015 avait été consacrée à la formulation des nouveaux projets en Santé et Formation professionnelle et 2016 a été l'année de la mise en œuvre des nouvelles interventions. La formulation du nouveau projet dans le secteur du Tourisme s'est révélée particulièrement complexe et a pris du retard, si bien que ce projet ne démarrera qu'en 2017. Toutes les formulations se sont faites selon l'approche de gestion basée sur les résultats que l'Agence a commencé à mettre en œuvre en 2015.

En complément des financements de la Coopération luxembourgeoise, LuxDev a aussi mis en œuvre un projet en coopération déléguée de l'Union européenne (UE) dans le secteur du Développement local et du Tourisme, «Route coloniale et des Volcans», dont les activités ont pris fin en juin 2016.

Suite à la formulation de l'année 2015, l'intervention dans le secteur de la Formation professionnelle a pris une nouvelle dimension avec une augmentation de 133% du budget par rapport au financement initial. En plus de l'Hôtellerie et du Tourisme qui étaient les deux domaines dans lesquels se concentrait historiquement l'appui luxembourgeois, le projet englobe à présent le domaine industriel : mécanique automobile, soudure, électricité et électronique.

Le projet se conçoit comme un renforcement institutionnel multidimensionnel à l'Institut national technologique (INATEC) pour lui permettre d'améliorer l'employabilité de ses étudiants. Le projet intervient à la fois au niveau central et dans quatre centres de Formation professionnelle. Au niveau central, l'assistance technique du projet a fortement contribué en 2016 à la création et mise en marche du Centre national de Formation des Enseignants et des Instructeurs, partant du principe qu'une bonne formation ne peut pas se faire sans de bons formateurs. Le projet apporte aussi des assistances techniques spécialisées au niveau de trois centres de formation du secteur industriel pour améliorer le contenu des formations, les méthodes d'enseignement et l'organisation des centres. Cet appui est complété par une assistance à la certification ISO 9001 de 14 centres de formation et de la Direction générale de la Formation professionnelle de l'INATEC.

La construction de l'école-hôtel «Casa Luxemburgo» de Pochomil s'est poursuivie en 2016, bien qu'à un rythme plus lent qu'espéré. Avec cet établissement, l'INATEC disposera d'un hôtel d'application pour les étudiants de l'École nationale d'Hôtellerie qui devrait ouvrir ses portes au 2^e semestre 2017.

Dans le secteur de la Santé, les principales activités du nouveau projet ont démarré au cours du 2^e semestre 2016. Le projet vient en appui au Ministère de la Santé (MINSA) dans deux domaines :

- l'amélioration de la qualité et de la couverture des services de santé pour les habitants de 10



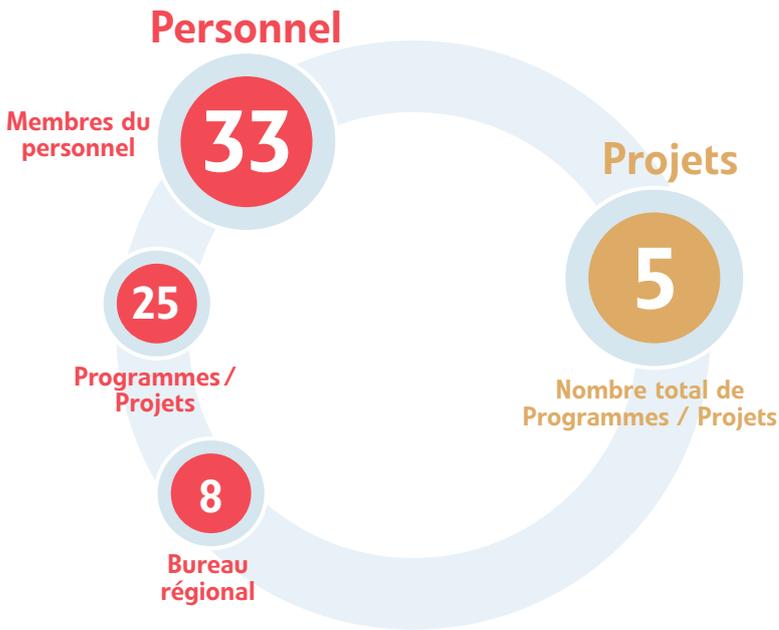
communes des départements de Matagalpa et de Jinotega dans le nord du pays, et

- l'amélioration de l'accès de la population nicaraguayenne à la thérapie transfusionnelle sûre dans un certain nombre d'hôpitaux publics.

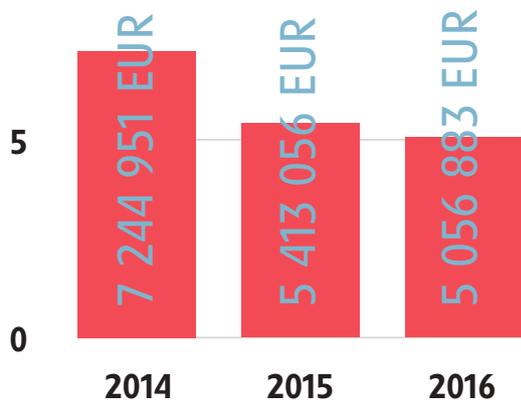
Ce projet est exécuté en grande partie directement par le MINSa par le biais d'une convention de délégation de mise en œuvre. LuxDev renforce les capacités des services de santé des deux départements, en mettant à leur disposition une assistance technique

pour la planification et le suivi des activités et la mise en pratique de la gestion basée sur les résultats. En parallèle, l'Agence gère en régie la construction et l'équipement d'un hôpital de premier niveau à El Cuá, en remplacement de l'établissement actuel complètement saturé et ne répondant plus aux normes. À cet égard, le 2^e trimestre de l'année 2016 a été consacré aux études techniques et à la préparation du dossier d'appel d'offres pour la construction du nouvel hôpital, en étroite collaboration avec les services du MINSa.

NICARAGUA



Personnel & Programmes / Projets



Déboursements



ROUTE DU CAFÉ - PHASE II



NIC/024	2011 - 2016	Budget total: 6 136 000 Déboursé 2016: -597	Fonds de la Coopération au Développement
---------	-------------	--	--

RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN HÔTELLERIE, TOURISME ET INDUSTRIE



NIC/026	2014 - 2017	Budget total: 10 500 000 Déboursé 2016: 2 552 701	Fonds de la Coopération au Développement
---------	-------------	--	--

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE LA SANTÉ



NIC/027	2016 - 2018	Budget total: 7 276 252 Déboursé 2016: 1 651 513	Fonds de la Coopération au Développement
---------	-------------	---	--

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE TOURISME



NIC/028	Formulation	Budget total: 3 875 147 Déboursé 2016: 103 477	Fonds de la Coopération au Développement
---------	-------------	---	--

ROUTE DES VILLES COLONIALES ET DES VOLCANS



NIC/824	2012 - 2016	Budget total: 6 880 000 Déboursé 2016: 797 834	Commission européenne
---------	-------------	---	-----------------------

NICARAGUA

Routes coloniales et des Volcans



Il y a deux ans, Yanira Campo, habitante de Villa El Carmen, ne pensait pas que grâce à sa connaissance de l'histoire de sa commune elle pourrait générer des revenus pour elle et sa famille. Elle fait partie des 20 guides touristiques locaux formés par le projet et certifiés par l'Institut nicaraguayen du Tourisme (INTUR).

De 2012 à 2016, LuxDev a mis en œuvre le projet «Route coloniale et des Volcans» dans le cadre d'une coopération déléguée financée par l'UE. Ce projet de Développement local à travers le Tourisme a travaillé dans cinq départements du Nicaragua. Un programme de subventions a permis de financer 19 projets communautaires, dont celui de Quelantaro.

Quelantaro est une réserve forestière privée de 70 ha située à Villa El Carmen, à 46 km de Managua. La réserve, dont 80% de la superficie constitue une zone de conservation environnementale, propose aux visiteurs des services de restauration, hébergement, circuits pédestres et observation d'oiseaux. Elle dispose aussi d'une ferme-école et offre des formations environnementales. Son principal objectif est de promouvoir le développement touristique local durable, en mettant l'accent sur la responsabilisation des femmes et la participation active des jeunes.

Ofelia Gaitán, coordinatrice du projet Quelantaro, indique que 224 habitants, dont 60% de femmes et 70% de jeunes, représentant 14 communautés rurales, ont pu bénéficier du projet. Celui-ci a permis de mieux positionner et rendre plus visibles les micro, petites et moyennes entreprises locales grâce au renforcement du circuit touristique Quelantaro-Playas Vírgenes.

La professeure Marisol López, maire adjointe de Villa El Carmen, souligne que grâce à l'appui de la Route coloniale et des Volcans, la commune a travaillé avec les entreprises privées locales et la réserve

'' L'objectif principal est de promouvoir le développement touristique local durable, en mettant l'accent sur la responsabilisation des femmes et la participation active des jeunes. ''

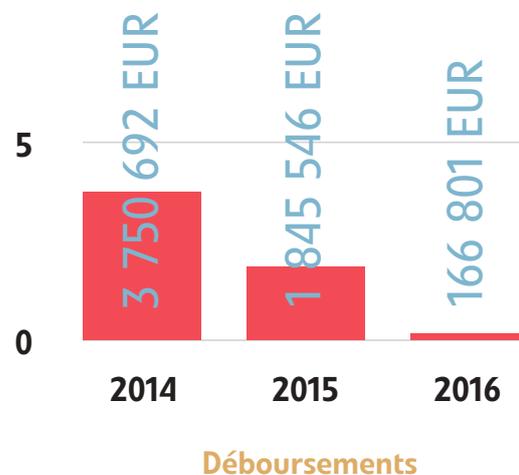
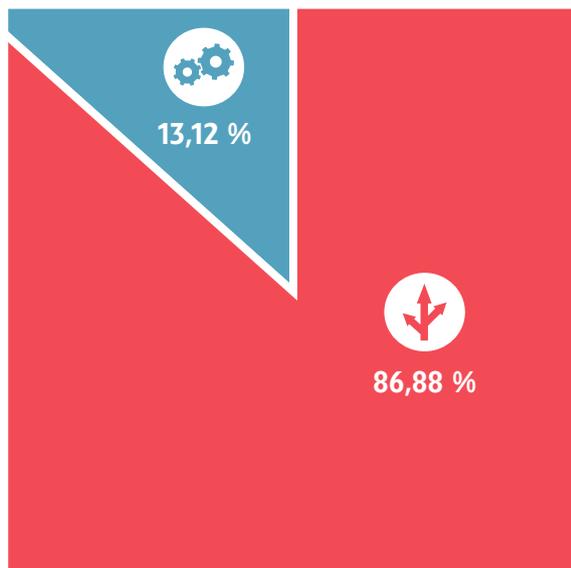


Quelantaro. Le cabinet de tourisme municipal, qui est l'instance de concertation entre le secteur public et le secteur privé, a été équipé, sept petites entreprises locales ont été appuyées dans leur développement économique et 12 paillottes ont été construites en bordure de la plage San Diego. Les sept entreprises travaillent dans la restauration, l'artisanat et la gestion de sites touristiques. Villa El Carmen compte plusieurs plages où viennent se reproduire les tortues marines, des réserves forestières et deux sites archéologiques, El Danto et Río Lodoso, où l'on trouve des pétroglyphes datant de 800 ans avant JC.

EL SALVADOR



Distribution des déboursments 2016 par secteur



Le dispositif de coopération avec le Salvador a été modifié en 2016 : les trois projets financés par la Coopération luxembourgeoise sont exécutés directement par la partie nationale. LuxDev gère un projet d'accompagnement et de suivi des trois projets, sans responsabilité opérationnelle directe ; les fonds sont transférés directement du Ministère des Affaires étrangères et européennes aux institutions partenaires au Salvador.

Le premier projet est une contribution au Fonds commun d'Appui programmatique (FOCAP) qui participe au financement du Plan social du gouvernement salvadorien. L'UE et l'Espagne contribuent également à ce fonds géré par le Secrétariat technique et de Planification de la Présidence du Salvador. L'année 2016 a été consacrée à la préparation de nouveaux mécanismes de gouvernance du fonds avec la participation des institutions publiques responsables des activités sociales, en consultation avec des représentants de la société civile. La Coopération luxembourgeoise a mis l'accent sur la nécessité d'inscrire l'ensemble des apports en assistance technique dans

un plan stratégique national de renforcement des capacités.

Le second projet concerne le Fonds de Contribution aux Initiatives de la Société civile mis en œuvre par la Direction générale de la Coopération au Développement (DGCD) du Ministère salvadorien des Relations extérieures. Il s'agit d'une deuxième phase de ce projet d'appui à la société civile qui avait donné d'excellents résultats et avait permis un rapprochement et un meilleur dialogue entre les institutions gouvernementales et la société civile. En 2016, la Coopération luxembourgeoise a accompagné le processus d'appel à candidatures et s'est assurée de la transparence dans l'attribution des financements.

Le troisième projet porte sur le Fonds salvadorien de Coopération Sud-Sud et triangulaire, également mis en œuvre par la DGCD. Ce fonds finance tant l'offre que la demande de coopération Sud-Sud au Salvador et permet l'échange d'expériences et de bonnes pratiques entre pays. Le Salvador est notamment à la pointe sur les aspects de gestion de l'efficacité de la Coopération au Développement.



Personnel

Membres du personnel

3

Projets

1

Programmes / Projets

Nombre total de Programmes / Projets

Personnel & Programmes / Projets



COMPAGNEMENT ET SUIVI

SVD/024

2016 - 2019

Budget total :

800 000

Déboursé 2016 :

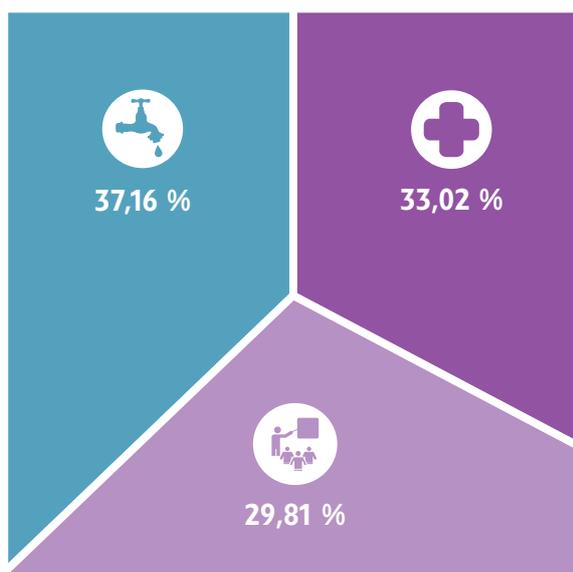
143 955

Fonds de la
Coopération au
Développement

KOSOVO



Distribution des déboursements 2016 par secteur



Après plus de 15 ans d'intervention dans les Balkans, le Kosovo est aujourd'hui le seul pays partenaire de la Coopération luxembourgeoise dans cette région. Le 23 avril 2013 s'est tenue une première Commission mixte entre le Luxembourg et le Kosovo, en marge de laquelle un Accord général de Coopération a été signé, fixant le cadre de la collaboration entre les deux pays pour les années 2013-2016. Les interventions bilatérales prévues dans cet accord et mises en œuvre par LuxDev se sont concentrées sur les secteurs de la Formation professionnelle, de la Santé ainsi que de l'Eau et l'Assainissement.

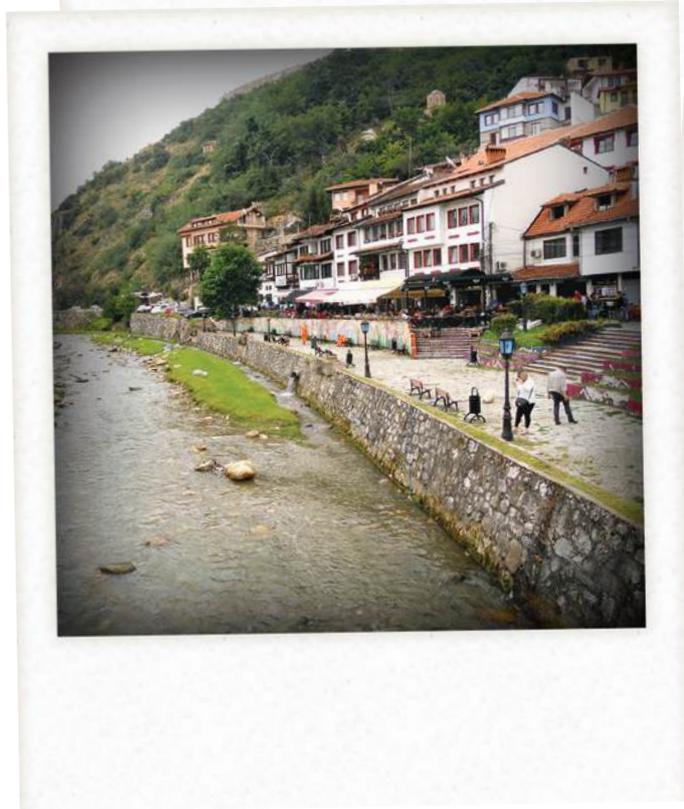
Ainsi, le projet d'Appui à la Réforme de la Formation professionnelle soutient le Ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie (MEST) du Kosovo dans ses efforts de modernisation du système d'éducation par des réformes dans le domaine de l'Insertion et de la Formation professionnelle. Le projet se concentre sur la mise en place de deux Centres de Compétence – ou centres de Formation professionnelle – l'un pour les Filières paramédicales à Ferizaj, l'autre pour l'Économie et le Tourisme à Prizren.

Après avoir pris en charge la construction et l'équipement de ces deux centres, LuxDev - conjointement avec le MEST - s'est efforcée de redéfinir les filières de formation, de développer les curricula, de former les enseignants et d'accompagner les décideurs politiques dans leur réflexion pour engager des réformes de gestion de ces centres afin, d'une part, de promouvoir leur autonomie financière et d'autre part, de développer leurs liens avec le monde du travail et de l'entreprise. Ce projet s'achèvera en décembre 2017. Cependant, la Coopération luxembourgeoise entend poursuivre son appui au secteur de la Formation professionnelle dans les années à venir.

Depuis 2003, le Luxembourg est le principal bailleur impliqué dans le secteur de la Santé. Après avoir mené à bien deux projets successifs en partenariat avec le Ministère de la Santé, une nouvelle intervention a démarré en janvier 2016. Cette nouvelle initiative intitulée Programme d'Appui au Secteur de la Santé au Kosovo, s'appuie sur les réalisations antérieures et vise à soutenir la mise en œuvre de la réforme du secteur de la Santé, à renforcer les capacités de gestion au sein du Ministère de la Santé et des diverses institutions de santé, ainsi qu'à mettre en place de nouveaux mécanismes de financement. Au cours de 2016, LuxDev a notamment appuyé le Ministère de la Santé :

- à redéfinir sa stratégie sectorielle 2017-2021 (stratégie adoptée en décembre 2016);
- à élaborer un plan d'action conforme à cette stratégie; et
- à se doter d'un système de monitoring.

Par ailleurs, le projet a poursuivi ses actions en faveur du développement du Système d'Information sanitaire sur des sites pilotes du pays, système qui doit être élargi à l'ensemble du pays par le Ministère de la Santé. Les plans de réforme du gouvernement ont petit à petit encouragé d'autres bailleurs à apporter leur soutien au secteur, dont la Banque mondiale et la Coopération suisse qui, à l'instar de la Coopération



luxembourgeoise, appuie le renforcement institutionnel au Ministère de la Santé afin de lui permettre de mener à bien la réforme.

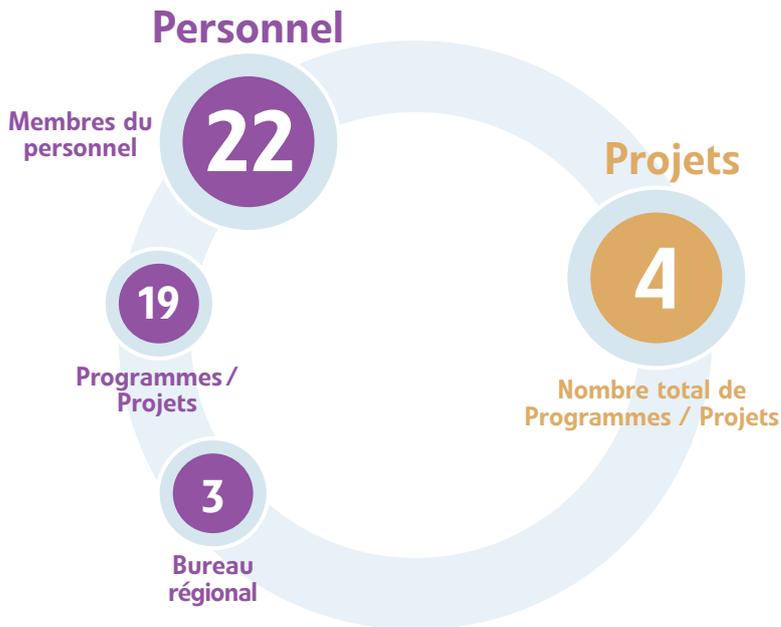
Le projet d'appui au secteur de l'Eau mis en œuvre dans la région de Mitrovica a pour objectif la réhabilitation du réseau hydraulique de la région et l'amélioration en termes de gestion de la Compagnie régionale de Distribution d'Eau. Au cours de l'année 2016, de nombreux travaux d'infrastructures ont été menés dans les municipalités de Mitrovica Sud,



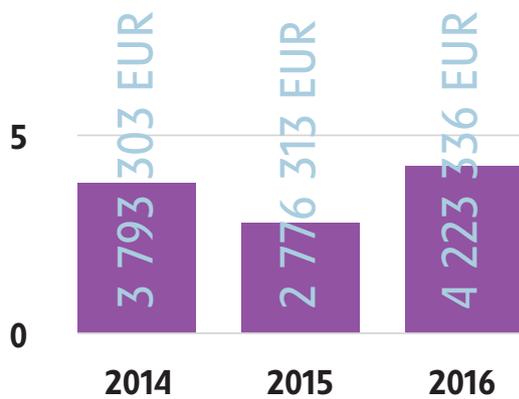
Vushtrii et Skenderaj. Le projet a également contribué à mettre en place un système de monitoring et a formé le personnel de la Compagnie à utiliser ce système pour assurer le suivi de sa performance.

Le 24 octobre 2016, un nouvel Accord de Coopération a été signé entre le Kosovo et le Luxembourg pour la période 2017-2020. Par cet accord, le Luxembourg s'est engagé à continuer à soutenir la réforme du secteur de la Santé, d'une part, et la réforme du secteur de la Formation professionnelle, d'autre part. Le Kosovo va également pouvoir profiter de l'assistance technique luxembourgeoise afin de relever au mieux les nouveaux défis dans son parcours européen, notamment suite à l'Accord de Stabilisation et d'Association signé avec l'Union européenne en 2015 et entré en vigueur le 1^{er} avril 2016.

KOSOVO



Personnel & Programmes / Projets





APPUI À LA RÉFORME DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE



KSV/015	2009 - 2017	Budget total : 10 000 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016 : 1 259 071	

APPUI AU SECTEUR DE LA SANTÉ - PHASE II



KSV/017	2015 - 2019	Budget total : 6 000 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016 : 1 389 116	

APPUI INSTITUTIONNEL ET TECHNIQUE AU SYSTÈME D'APPROVISIONNEMENT EN EAU - PHASE II



KSV/018	2014 - 2017	Budget total : 4 500 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016 : 1 569 534	

ASSISTANCE TECHNIQUE AU MINISTÈRE DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE



KSV/019	Formulation	Budget total : 2 000 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016 : -	

KOSOVO

Canalisations sans amiante : éviter un risque pour la santé en fournissant de l'eau potable

L'amiante est un minéral naturel fréquemment utilisé pour produire des canalisations en ciment et de nombreux pays y ont eu recours dans le passé, notamment pour les canalisations distribuant l'eau à la population. Cependant, le vieillissement et les dépôts naturels ont contribué à l'érosion des conduites au fil du temps, les rendant plus vulnérables aux dommages et entraînant inévitablement le risque de libérer des fibres d'amiante dans l'eau.

Il y avait donc des risques graves pour la santé des consommateurs exposés aux particules d'amiante dans l'eau potable. Cela s'avère d'autant plus problématique que l'amiante est un agent cancérigène connu pour provoquer des problèmes médicaux graves comme le mésothéliome malin, l'asbestose, le cancer du poumon associé à l'amiante et probablement les cancers du tractus gastro-intestinal parmi d'autres maladies. Par conséquent, le projet KSV/018 s'est efforcé de contribuer à un système d'approvisionnement en eau fiable et durable auprès de la population de la région de Mitrovica en remplaçant et modernisant les conduites en amiante-ciment, conformément au document sur la stratégie nationale sur l'eau du Kosovo.

Au cours de la phase I, LuxDev a modernisé et remplacé un total de 5 194 mètres du réseau régional d'eau (Mitrovica et Vushtrri), dont 76% étaient d'anciennes canalisations en amiante. Elles ont été remplacées par des matériaux constitués de polyéthylène haute densité (PEHD). D'une part, ces investissements ont permis d'accroître la stabilité et la durabilité du réseau, ce qui a eu une incidence positive sur la réduction des coûts de maintenance et d'électricité dans la gestion du réseau. D'autre part, les investissements ont réduit le risque d'exposition à l'amiante. La phase II du projet KSV/018 permet de remplacer une autre portion de 700 mètres de vieilles canali-

!! LuxDev a modernisé et remplacé un total de 5 194 mètres du réseau régional d'eau (Mitrovica et Vushtrri), dont 76% étaient d'anciennes canalisations en amiante. Elles ont été remplacées par des matériaux constitués de PEHD. !!



sations en amiante et prévoit de remplacer 1 400 mètres additionnels début 2017.

Outre les nombreux effets bénéfiques pour la santé de la population locale, remplacer et moderniser le réseau d'eau permet également d'augmenter la productivité économique, de protéger l'environnement, de réaliser des économies en soins de santé et coûts sociaux et de préserver les sources d'eau pour les générations futures.

MONGOLIE

92/188



98%



2,96

1 564 116 km²

70



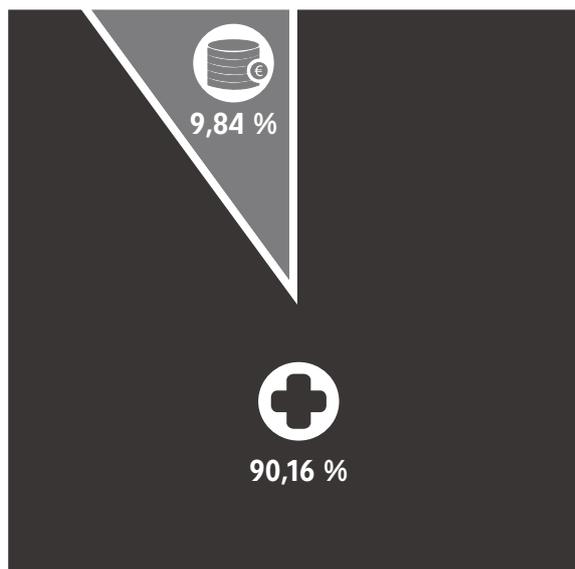
1,7%



14,5



Distribution des déboursments 2016 par secteur



En Mongolie, LuxDev opère principalement dans le secteur de la Santé. Les maladies cardio-vasculaires (MCV) et les problèmes de santé maternelle et infantile (SMI) ont été des défis importants en matière de santé publique en Mongolie au cours des 20 dernières années. En effet, les MCV ont été la principale cause de mortalité. Ainsi, dans le but d'aider le pays à aborder et à gérer les défis prioritaires en matière de santé, LuxDev met en œuvre, depuis 2012, le projet Centre cardio-vasculaire, SMI et expansion de la télémédecine. Il s'agit de la troisième phase du projet dans ce secteur, dans lequel la Coopération luxembourgeoise intervient maintenant depuis 15 ans.

En 2016, un vaste plan de renforcement des capacités, lancé en 2015 sur toutes les composantes du projet - télémédecine, cardiologie, chirurgie cardiaque, santé maternelle et infantile, a été poursuivi avec succès. Plus de 600 statisticiens et professionnels de la santé ont été formés sur le codage international des maladies et la collecte de données. Les formations, les conférences et les activités de prévention

ont permis une amélioration significative de la qualité du traitement. Le logiciel de télémédecine, utilisé pour les téléconsultations à l'échelle nationale, a été développé pour mieux répondre aux besoins médicaux. En 2016, au total 28 291 dossiers de patients ont été enregistrés dans le logiciel et 145 questions ont été postées afin de recevoir des avis médicaux à distance par le biais du réseau de télémédecine. L'utilisation croissante de ce logiciel permet de réaliser le suivi des complications de la grossesse et des maladies cardio-vasculaires au niveau périphérique et d'améliorer ainsi l'accès aux services de diagnostic et de traitement de qualité. Les consultations non indispensables à l'hôpital central d'Oulan-Bator ont ainsi pu être réduites de façon significative, entraînant des économies importantes en termes de coûts sociaux et financiers.

Par ailleurs, au niveau central, la couverture et la qualité des services spécialisés ont été considérablement renforcées pour les patients nécessitant un traitement avancé, y compris ceux renvoyés des zones périphériques. Ainsi, en 2016, 228 opérations chirurgicales à cœur ouvert ont été effectuées par les équipes chirurgicales locales, chiffre historique dans le pays. En outre, des nouvelles technologies introduites au niveau central ont permis à la population d'accéder aux services spécialisés dans le pays et ont contribué à ralentir le flux de patients voyageant à l'étranger, réduisant ainsi les coûts de traitement pour les patients.

Dans le cadre de la préparation du transfert de responsabilités à la contrepartie nationale pour garantir la durabilité future des activités du projet, LuxDev a délégué la mise en œuvre de plusieurs activités aux institutions nationales partenaires par le biais d'Accords de Partenariat opérationnel. Une de ces activités concernait la rénovation de la salle de conférence de l'Hôpital Shastin qui est désormais de nouveau disponible pour accueillir la Conférence nationale sur les maladies cardio-vasculaires et la télémédecine.



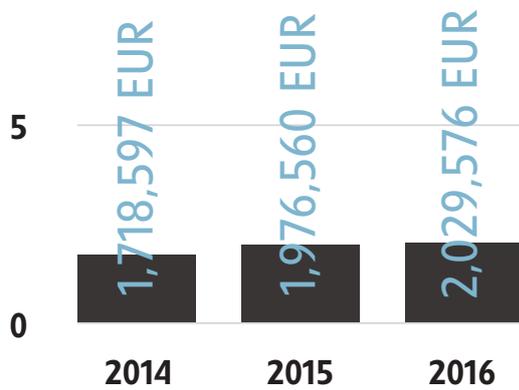
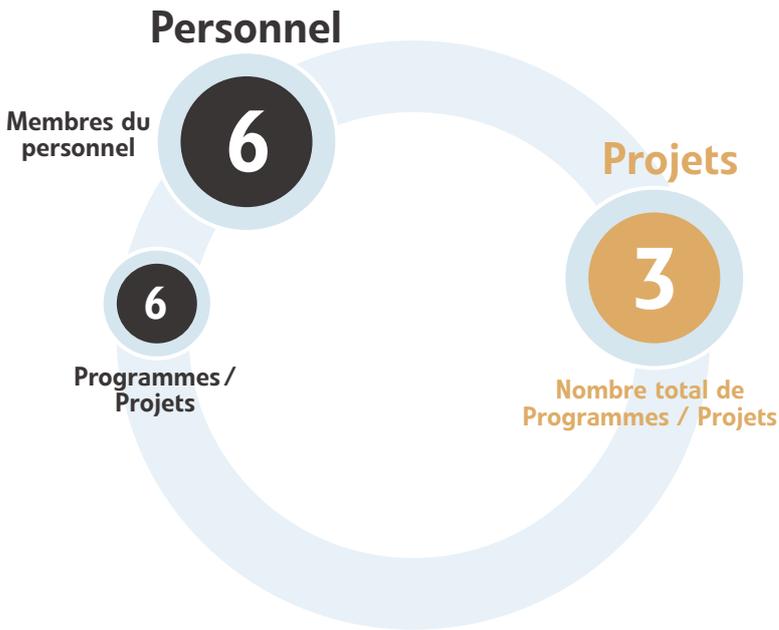
L'année 2016 a été marquée par deux événements majeurs :

- la visite officielle du Premier ministre luxembourgeois, accompagné par une délégation du MAEE ; et
- l'évaluation finale du projet.

Au cours de sa visite, le Premier ministre a exprimé sa grande satisfaction quant aux résultats de l'intervention luxembourgeoise dans le secteur de la Santé, notamment en ce qui concerne la réduction significative du taux de mortalité. Une dernière intervention de trois ans dans le domaine des maladies cardio-vasculaires sera lancée en 2017 pour assurer la durabilité des acquis.

Dans le secteur financier, le projet MON/004 a également été conclu en juin 2016. Le projet avait pour double objectif de renforcer le cadre institutionnel et opérationnel, ainsi que la capacité de réglementation et de supervision de la Commission de Régulation des Services financiers (CRSF) de Mongolie. Une nouvelle stratégie en matière de ressources humaines a été développée et les descriptions de poste ont été mises à jour. La CRSF a adopté les normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards*) pour la supervision des tâches à tous les niveaux. Enfin, l'extension du projet a permis la rénovation d'une salle de formation au sein de la CRSF.

MONGOLIE





FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DU SECTEUR FINANCIER



MON/004	2010 - 2016	Budget total: 2 065 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 199 613	

CENTRE CARDIOVASCULAIRE, SANTÉ MATERNELLE ET INFANTILE ET DÉVELOPPEMENT DE LA TÉLÉMÉDECINE



MON/005	2011 - 2017	Budget total: 8 371 184	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 1 796 440	

CENTRE NATIONAL DE CARDIOLOGIE 2017 - 2020



MON/006	Formulation	Budget total: 3 000 000	Fonds de la Coopération au Développement
		Déboursé 2016: 33 524	

MONGOLIE

Cardiologie dans la steppe via la télémédecine

Depuis plus de 15 ans, LuxDev est engagée dans la lutte contre les maladies cardio-vasculaires en Mongolie, cause principale de décès dans l'ensemble de la population. Les maladies cardio-vasculaires ont également eu comme effet une diminution de l'employabilité chez les jeunes dans le pays. L'histoire de B. Gantogtokh, jeune homme habitant la province de Dornod, la plus à l'est de la Mongolie, à 640 kilomètres de la capitale d'Oulan-Bator, est parlante à ce sujet.

B. Gantogtokh a été diagnostiqué avec une maladie aortique à l'âge de cinq ans et il a été envoyé au Centre régional de Diagnostic et de Traitement de la province de Dornod pour un suivi régulier par des spécialistes. Cette maladie a sévèrement limité sa capacité à jouer avec ses amis ainsi qu'à profiter de son enfance. Son état a rapidement évolué vers un cas d'insuffisance cardiaque, ce qui a nécessité une à deux hospitalisations par an.

En 2007, dans l'espoir d'un rétablissement complet, B. Gantogtokh, accompagné de sa famille, a fait le voyage jusqu'à la capitale d'Oulan-Bator afin de consulter les spécialistes du Centre national pour la Santé maternelle et infantile et de l'Hôpital central de Shastin, qui sont les centres de référence pour les maladies pédiatriques et cardio-vasculaires. Les conclusions de l'examen médical effectué par les spécialistes ont confirmé le besoin d'une intervention de chirurgie cardiaque. Les médecins lui ont conseillé d'aller à l'étranger puisque l'intervention chirurgicale complexe ne pouvait être réalisée en Mongolie. Cependant, les parents de B. Gantogtokh, l'aîné de six enfants, n'avaient pas les moyens financiers nécessaires pour payer les coûts d'un traitement chirurgical à l'étranger.

B. Gantogtokh a été l'un des milliers de patients avec des problèmes cardio-vasculaires, résidant dans des

!! B. Gantogtokh a bien récupéré et son état s'améliore de jour en jour. Il s'occupe à présent de l'élevage du bétail de sa famille, tout en rêvant de pouvoir un jour étudier et ainsi réaliser son rêve le plus cher : devenir un designer renommé. !!



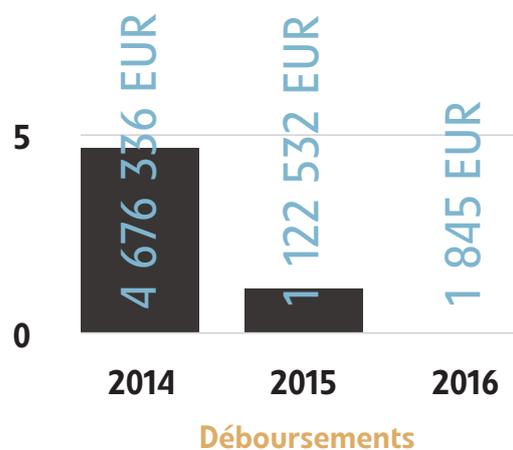
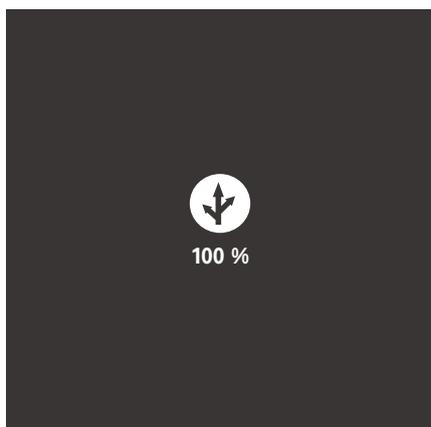
régions rurales éloignées de la Mongolie, qui ont bénéficié du réseau de télé-médecine mis en place par le projet de la Coopération luxembourgeoise. Ce réseau a permis de mener des consultations spécialisées dans toutes les provinces rurales de Mongolie, faisant fi des vastes distances. Ainsi, jusqu'en 2015, l'état de santé de B. Gantogtokh a été surveillé régulièrement par des spécialistes à distance, ce qui a permis à B. Gantogtokh et à sa famille d'éviter de parcourir de longues distances jusqu'à Oulan-Bator.

Par ailleurs, les capacités d'interventions de chirurgie cardiaque au niveau central ont été rapidement développées grâce au soutien du Luxembourg. L'équipe de chirurgie cardiaque de l'Institut national de Chirurgie cardiaque et de Cardiologie interventionnelle (INCCI) de Luxembourg avait déjà commencé à effectuer des interventions cardiaques à l'Hôpital central de Shastin conjointement avec l'équipe chirurgicale locale. En 2015, lors d'une de leurs missions à l'Hôpital Shastin, l'équipe chirurgicale luxembourgeoise a opéré B. Gantogtokh avec succès. Depuis son opération, l'état de santé de B. Gantogtokh s'est de plus en plus amélioré, comme en atteste le suivi effectué dans sa province d'origine par des cardiologues locaux appuyés via le réseau de télé-médecine par des spécialistes de la chirurgie cardiaque du niveau central.

Lors d'un contrôle récent, les cardiologues locaux de la province de Dornod ont conclu que: «L'état de santé du patient s'améliore de jour en jour, l'essoufflement a disparu, il a bien récupéré après l'insuffisance cardiaque et l'élargissement de son cœur a considérablement diminué par rapport à son état pré-opératoire». B. Gantogtokh s'occupe à présent de l'élevage du bétail de sa famille, tout en rêvant de pouvoir un jour étudier et ainsi réaliser son rêve le plus cher: devenir un designer renommé.

AFRIQUE RÉGIONALE

Distribution des déboursements 2016 par secteur



AFRICAN INTERNET EXCHANGE SYSTEM (AXIS)



AFR/020

2010 - 2017

Budget total : 300 000

Déboursé 2016 : -

Fonds de la Coopération au Développement

AFRICAN INTERNET EXCHANGE SYSTEM (AXIS)



AFR/820

2011 - 2017

Budget total : 5 100 000

Déboursé 2016 : 1 845

Fonds fiduciaire pour les Infrastructures en Afrique de la CE



ACTIVITÉS POUR BAILLEURS TIERS



MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF DENMARK
DANIDA
INTERNATIONAL DEVELOPMENT COOPERATION



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Fort de ses capacités avérées, LuxDev offre ses prestations de haute qualité et sa flexibilité opérationnelle aux bailleurs tiers qui cherchent un partenaire fiable pour la mise en œuvre de leurs politiques de coopération au développement répondant à leurs engagements internationaux.

LuxDev participe notamment à la division du travail au niveau européen selon le code de conduite sur la complémentarité dans la politique de développement de l'Union européenne (UE). Dans ce cadre, un bailleur de fonds peut confier la réalisation d'un projet à une agence d'un État membre de l'UE selon l'expertise sectorielle ou thématique dont dispose cette agence dans un pays ou une région en développement.

Dans le cadre du partenariat mondial pour l'efficacité du développement, les ABT contribuent également à renforcer la cohérence et l'harmonisation dans la coopération au développement et à réduire les coûts de transaction pour les partenaires locaux trop souvent amenés à devoir assurer un dialogue avec plusieurs bailleurs à la fois.

À travers son amélioration continue et apprentissage organisationnel, LuxDev vise à se positionner d'une manière optimale dans la recherche de nouveaux mandats et opportunités à chaque niveau et zone d'opération, surtout dans le secteur de l'environnement et des changements climatiques.



Activités pour bailleurs tiers (ABT)

LuxDev formule et exécute également des ABT, en particulier pour la Commission européenne (CE) et d'autres bailleurs bilatéraux.

Pour la CE, LuxDev a exécuté des projets financés dans le cadre de l'Instrument de coopération au développement (ICD), du Fonds européen de développement (FED), de l'Instrument contribuant à la stabilité et la paix (IcSP) du Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique, et du Fonds fiduciaire pour les infrastructures en Afrique (ITF).

En termes d'ABT bilatéraux, celles-ci concernent actuellement des projets au Niger bénéficiant d'un financement respectivement danois et suisse. Précédemment, les bailleurs tiers ont également inclus la Coopération belge et la Coopération espagnole.

AFRICAN INTERNET EXCHANGE SYSTEM (AXIS)



AFR/820	2011 - 2017	Budget total : 5 100 000	EC - Fonds fiduciaire Infrastructures
		Déboursé 2016: 1 845	

DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES DANS LE SECTEUR DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE AU LAOS



LAO/729	2016 - 2020	Budget total : 7 500 000	Swiss Cooperation
		Déboursé 2016: 177 559	

PROGRAMME D'APPUI AUX FILIÈRES AGROPASTORALES DE SIKASSO



MLI/501	2016 - 2019	Budget total : 5 100 000	Swiss Cooperation
		Déboursé 2016: 1 050 310	

RELANCE DE L'ÉCONOMIE LOCALE ET APPUI AUX COLLECTIVITÉS



MLI/802	2016 - 2017	Budget total : 5 000 000	EC - IcSP
		Déboursé 2016: 2 068 366	

RELANCE DE L'ÉCONOMIE LOCALE ET D'APPUI AUX COLLECTIVITÉS – PHASE II (RELAC II)



MLI/803	2016 - 2019	Budget total : 10 000 000	EC - Fonds fiduciaire Migration
		Déboursé 2016: 104 193	

PROGRAMME D'APPUI À LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DANS LES RÉGIONS DE DOSSO, MARADI, ZINDER ET DIFFA



NIG/702	2014 - 2018	Budget total : 10 789 460	Swiss Cooperation
		Déboursé 2016: 2 613 023	

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT, PHASE II



NIG/721	2014 - 2017	Budget total : 2 187 691	Danish Cooperation
		Déboursé 2016: 592 351	

FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES



NIG/801	2016 - 2019	Budget total : 6 900 000	EC - Fonds fiduciaire Migration
		Déboursé 2016: 13 459	

DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI AU SÉNÉGAL



SEN/801	2016 - 2020	Budget total : 19 000 000	EC - Fonds fiduciaire Migration
		Déboursé 2016: 189 669	

RÉCAPITULATIF DES FONDS MIS EN ŒUVRE

DANS LES PAYS D'INTERVENTION (EUR)

DAKAR

	Budget total*	Déboursés 2016	Déboursés 2015
Total Bureau	189 515 067	21 241 668	15 583 492
Sénégal	73 737 636	11 527 118	11 261 349
Mali	115 777 431	9 714 550	4 322 143

HANOÏ

	Budget total*	Déboursés 2016	Déboursés 2015
Total Bureau	172 136 312	12 797 504	13 070 252
Laos	113 077 212	6 728 027	6 422 021
Myanmar	15 000 000	1 250 221	408 557
Vietnam	44 059 100	4 819 256	6 239 674

MANAGUA

	Budget total*	Déboursés 2016	Déboursés 2015
Total Bureau	92 294 856	5 223 684	7 258 603
Nicaragua	59 094 856	5 056 883	5 413 057
El Salvador	33 200 000	166 801	1 845 546

OUAGADOUGOU

	Budget total*	Déboursés 2016	Déboursés 2015
Total Bureau	238 390 832	29 654 087	29 949 244
Burkina Faso	88 722 219	11 065 995	12 011 898
Niger	149 668 613	18 588 092	17 937 346

PRAIA

	Budget total*	Déboursés 2016	Déboursés 2015
Total Bureau	82 845 816	3 826 254	7 096 341
Cabo Verde	82 845 816	3 826 254	7 096 341

PRISTINA

	Budget total*	Déboursés 2016	Déboursés 2015
Total Bureau	33 500 000	4 223 336	2 817 648
Kosovo	33 500 000	4 223 336	2 776 313
Balkans hors Kosovo	-	-	41 335

GESTION DIRECTE

	Budget total*	Déboursés 2016	Déboursés 2015
Total	26 823 605	3 568 563	4 025 856
Afrique régionale	5 100 000	1 845	1 122 531
Mongolie	13 436 184	2 029 576	1 976 560
Autres (formation, etc.)	8 287 421	1 537 142	926 765
Total	833 506 488	80 535 096	79 801 436

* Programmes et projets en phase de formulation et exécution en 2016.

CRÉDITS

Rédacteur en chef | Christopher Marc Lilyblad

Conception graphique & Réalisation | Cathy Scheltien

Rédaction Programmes & Projets | Représentants régionaux & Conseillers Programmes

Assistance technique | Marcia Pego, Nathalie Pergent & Sonia Stock

Crédits Photos

p.2-3 Peter Kurt Hansen - Laos

p.23 Yasmine Sweetlove - Sénégal

p.29 Fabrice Bernard - Burkina Faso

p.31 Fabrice Bernard - Burkina Faso

p.37 Richard Schmid - Niger

p.47 Peter Kurt Hansen - Laos

p.49 Peter Kurt Hansen - Laos

p.55 Katja Majcen (photo en haut à gauche)
Vietnam

p.59 Katja Majcen - Vietnam

p.63 Thierry Girard - Nicaragua

p.75 Richard Schmid - Mongolie

Remerciements

Aux auteurs des différentes photos présentes dans ce rapport annuel (il nous est malheureusement impossible de tous les mentionner).





Agence luxembourgeoise pour la
Coopération au Développement

LuxDev

A 10, rue de la Grève | L-1643 Luxembourg

T +352 29 58 58 1 | F +352 29 58 58 200 | E contact@luxdev.lu

f facebook.com/LuxDevHQ

luxdev.lu

LUXEMBOURG
LET'S MAKE IT HAPPEN



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire




**OBJECTIFS
DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE**